

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de la chancelière allemande

P. 24

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Président Tebboune adresse ses "plus chaleureuses félicitations" au président américain Biden

P. 24

COUR D'ALGER

Confirmation de la décision de relaxe de Fodil Boumala

P. 24

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2020-2021

M. Djerad donne le coup d'envoi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné hier dans le cadre d'une visite de travail effectuée dans la wilaya de M'sila, le coup d'envoi de l'année universitaire 2020-2021, au pôle universitaire relevant de l'Université Mohamed Boudiaf. La nouvelle rentrée universitaire a été marquée dans cette wilaya par la réception de 2.000 places pédagogiques à l'Institut d'éducation physique et sportive, baptisé à l'occasion du nom du défunt moudjahid Abdelmadjid Alahem (1934-1996). Le Premier ministre, qui a assisté à un exposé sur "Le référent de l'adéquation entre la formation et les métiers de l'enseignement supérieur", dans le hall du pôle universitaire, a également visité un workshop de porteurs de projets innovants et un autre dédié à la numérisation des activités pédagogiques et de gouvernance.

P.p 4-24

DKnews/APS



RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2018

La Cour des comptes révèle des anomalies

P. 3

ENIEM DE TIZI-OUZOU
Les travailleurs réitèrent leur refus de l'arrêt technique des activités

P. 6

PÉTROLE

Les cours du pétrole au plus haut depuis mars

P. 7

SANTÉ

**CANCER DU FOIE
Les aliments superstars pour le foie**

P.p 12-13

FOOTBALL

USM ALGER

Froger : "l'objectif est d'avoir un projet de jeu"

P. 21



FRACTURE NUMÉRIQUE

Deux tiers des enfants en âge scolaire privés d'internet (ONU)

P. 17

DISPARITION D'UN BATEAU DE PÊCHE À TIPASA

Les 5 marins pêcheurs retrouvés en bonne santé

P. 2

DISPARITION D'UN BATEAU DE PÊCHE À TIPASA

Les 5 marins pêcheurs retrouvés en bonne santé



Les Gardes-Côtes ont réussi, mardi à l'aube, à retrouver le bateau de pêche "Chenoui Omar" au large de Tipasa et à son bord les cinq marins pêcheurs en bonne santé, et ce à l'issue de vastes opérations de recherche, lancées lundi soir, a-t-on appris auprès de la Direction de pêche et des Ressources Halieutiques.

L'opération de sauvetage menée par les Gardes-Côtes a été couronnée de succès, après avoir retrouvé le bateau de pêche, mardi aux alentours de 6h du matin, indique la source, soulignant que cette disparition est due à une panne technique de l'embarcation, selon les premières informations.

Suite à un appel à l'aide faisant état de la disparition d'un bateau de pêche, les Gardes-Côtes des forces navales ont déployé des hélicoptères et des bateaux de sauvetage dans l'espoir de retrouver l'embarcation et à son bord les cinq marins pêcheurs (âgés entre 20 et 30), originaires tous de la ville de Bouharoum.

Le bateau "Chenoui Omar", spécialisé dans la pêche à l'espadon, a quitté le port Khemisti, dimanche soir, ne donnant plus de réponse, avant que les Gardes-Côtes ne lancent l'opération de sauvetage, explique la source.

APN

Participation à une conférence virtuelle sur la place des droits des femmes en droit international



L'Assemblée populaire nationale (APN) participera mardi à une conférence virtuelle sur la place des droits des femmes en droit international et à la lumière de la nouvelle Constitution et des lois nationales, indique lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

"La pleine participation des femmes à la prise de décision" est le principal thème de cette conférence organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

L'APN sera représentée aux travaux de cette conférence par les députées Saliha Mekharefa et Saïda Brahim Bounab.

Saliha Mekharefa est présidente de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'APN et membre de la Coalition des femmes parlementaires arabes contre la violence faite aux femmes.*

La députée Saïda Bounab est, quant à elle, présidente du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Sahara occidental.

EPH KOUBA

Fin de fonctions pour le Dg et d'autres cadres



Le directeur général (Dg) et nombre de cadres de l'établissement public hospitalier (EPH), Bachir Mentouri de Kouba, ont été relevés de leurs fonctions, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

"Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait ordonné aux cadres de l'administration centrale d'effectuer une inspection à cet EPH, laquelle a permis de détecter une série d'anomalies dans la gestion et l'organisation de certains responsables au niveau de cet EPH", a précisé la même source.

"À l'issue des enquêtes sur le terrain et de l'investigation administrative menées au niveau du même EPH, il a été relevé qu'une femme médecin généraliste exerçant au service des urgences médicales était absente depuis dix-huit (18) mois (se trouvant à l'étranger) mais percevait la totalité de son salaire avec primes et allocations (de rendement, de permanence et de Covid-19) et avait bénéficié du congé annuel". Suite à quoi, le ministre a décidé de "mettre fin aux fonctions du directeur général de l'EPH, du chef du service des urgences médico-chirurgicales et du sous-directeur des ressources humaines et de révoquer le médecin en question qui restituera la totalité des salaires perçus au profit du Trésor public", a ajouté la même source.

L'enquête se poursuit pour "déterminer les tenants et aboutissants et circonstances de l'affaire afin d'identifier et de dévoiler d'autres éventuelles parties impliquées", a conclu le communiqué.

SAIDA

Sessions de formation dans plusieurs métiers pour plus de 240 jeunes

Pas moins de 241 jeunes de la wilaya de Saïda ont bénéficié de sessions de formation dans plusieurs activités artisanales depuis janvier dernier à ce jour, a-t-on appris lundi du directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers "Saïdi Benyebka" de la wilaya. Ammari Smail a indiqué que la CAM de Saïda a organisé 24 sessions de formation couronnées de diplômes en faveur de jeunes dans des activités artisanales touchant la couture traditionnelle, la fabrication de gâteaux, l'énergie solaire, la soudure et autres.

Ces sessions de formation visent à qualifier des bénéficiaires pour leur permettre d'ouvrir des ateliers et de créer de nouveaux postes d'emploi, a-t-on souligné.

La Chambre d'artisanat et des métiers de Saïda organisera, la semaine prochaine, une nouvelle session de formation de 20 jeunes dans le domaine de fabrication du cuir de cinq jours au niveau de son siège, a signalé Ammari Smail.

EAU POTABLE

Perturbation dans l'alimentation des communes de Blida et Bouàrfa

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) intervient depuis deux jours, au niveau de l'ensemble des quartiers de la partie-ouest de la commune de Blida, ainsi qu'à Bouàrfa, selon l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE).

Cette coupure d'eau est due à une panne dans la conduite de pompage (d'un diamètre de 800 mm) au niveau de la station de pompage de Marmame, est-il ajouté dans le communiqué, signalant la mobilisation de tous les moyens matériels et humains de l'entreprise pour sa réparation. L'opération de distribution d'eau potable sera rétablie, dès la fin des travaux, a-t-on rassuré de même source.

TIZI-OUZOU

Démantèlement d'une association de malfaiteurs spécialisée dans les vols par effraction



Une bande de malfaiteurs constituée de 10 personnes, spécialisée dans les vols par effraction, a été démantelée par les éléments de la sûreté urbaine de Tamda, à l'Est de Tizi-Ouzou, a indiqué lundi un communiqué de la sûreté de wilaya.

Les éléments de cette bande, âgés de 18 à 26 ans, identifiés suite à plusieurs plaintes, étaient spécialisés dans les vols par effraction de domiciles et locaux commerciaux au niveau de cette localité, est-il précisé.

Présentés au parquet de Tizgirt, huit d'entre eux ont été mis en détention préventive dont cinq pour association de malfaiteurs en vue de la commission de vols qualifiés, en réunion, trois autres pour association de malfaiteurs en vue de la commission de vols par effraction et incendie volontaire, alors que les deux derniers, ont été cités à comparaître pour recel d'objets volés.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre le commerce de produits impropres à la consommation et à l'usage, les services de la 6ème sûreté urbaine de Tizi-Ouzou ont procédé à la saisie de 1169 unités de produits alimentaires et 411 de produits détergents au niveau de la nouvelle-ville, a-t-on indiqué de même source.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Des chaises roulantes à l'énergie solaire pour des handicapés



Cent (100) fauteuils roulants, fonctionnant à l'énergie solaire, ont été distribués à Bou Arreridj au profit d'handicapés moteurs à l'occasion de la célébration de la Journée arabe des personnes aux besoins spécifiques, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'action sociale (DAS).

La distribution de ces fauteuils roulants, un don du Groupe Condor, a été présidée par le wali, Mohamed Benmalek, en présence du président du Conseil d'administration du même Groupe, Abderrahmane Benhamadi, au centre de l'enfance assistée de Bordj Bou Arreridj.

A cette occasion, 100 radiateurs équipés d'un système de détection des fuites de gaz ont également été octroyés au profit des familles nécessiteuses vivant dans les zones d'ombre de Mansoura, Bir Kasdali, Djaâfra et Hamadia, et dont la direction de l'action sociale va procéder à la distribution aux familles concernées, a indiqué la même source.

Parallèlement à cette opération, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité, un don octroyé par le Groupe Condor, constitué de denrées alimentaires et environ 2 000 lampes économiques au profit de familles démunies vivant dans les zones d'ombre de Mansoura et Bir Kasdali, et ce, sous la supervision des services de la DAS.

MESSAGE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Des partis politiques et des organisations nationales se félicitent de la teneur du message

Des partis politiques et des organisations nationales se sont félicités de la teneur du message prononcé dimanche par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son lieu de convalescence en Allemagne, notamment les orientations concernant l'avenir du pays et les messages destinés aux "semeurs de doute qui répandent le mensonge et la discorde".

Le Bureau du Conseil de la nation a affirmé, dans un communiqué, que le discours "rassurant" adressé par le Président de la République, dimanche, au peuple algérien, et coïncidant avec le premier anniversaire de son élection, "a mis du baume au cœur des Algériennes et des Algériens".

A cette occasion, le Bureau de la Chambre haute du Parlement a appelé les citoyens à "unir leurs rangs" et à "rester mobilisés en vue de contrecarrer tous les complots qui visent l'Algérie et qui sont l'œuvre de parties et de milieux connus qui n'ont de cesse de faire preuve de sournoiserie, de pêcher en eau trouble et d'exploiter toute occasion illusoire en vue de semer le doute, la peur et la suspicion dans l'unique but de déstabiliser l'Algérie et ses institutions".

Le peuple algérien a toujours fait face et mis à bas les plans et les visées de ces parties hostiles grâce à son unité, sa vigilance et sa conscience, mais aussi grâce à la constance des positions de l'Algérie en faveur du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination et des principes et des idéaux de droit, de justice et d'équité et de la primauté de la loi et de la légalité internationale à travers le monde, a souligné le communiqué. De son côté, le Mouvement El-Islah s'est félicité de l'amélioration de l'état de santé du président de la République, dont l'apparition, a-t-il dit,

a rassuré les Algériens et les Algériennes.

Saluant les orientations politiques et économiques contenues dans le message prononcé par le Président Tebboune, le Mouvement El-Islah a réaffirmé son engagement à "veiller à la mise œuvre de ses précieuses orientations en se tenant toujours prêt à servir l'intérêt national".

Et d'expliquer que cet engagement participait de sa volonté de "relever les défis intérieurs et contrecarrer les complots extérieurs qui se révèlent jour après jour à la lumière des développements aux plans régional, arabe et international".

La formation politique a, dans ce cadre, réitéré son "soutien au parachèvement du programme présidentiel". Pour sa part, le Mouvement de l'Entente nationale (MEN) a fait part de "son soulagement profond" quant à l'apparition du Président Tebboune, laquelle a montré qu'il est au courant de la gestion quotidienne des affaires du pays, à travers les orientations indispensables qu'il avait données aux ministres et responsables des affaires du citoyen".

Pour le MEN, cette apparition qui intervient à point nommé, "prends au dépourvu les comploteurs, les collaborateurs, les sbires du colonialisme et tous les détracteurs qui veulent le mal au pays". Une apparition qui met également



en exergue "la position des dirigeants et du peuple algériens, vis-à-vis des périls qui nous guettent, à nos frontières ouest et des répercussions de la normalisation avec l'entité sioniste inique et que nous condamnons avec force, tout comme elle est d'ailleurs condamnée par toutes les parties éprises de liberté de par le monde", lit-on dans le communiqué.

Dans le même sillage, le parti Ennour El Djazairi a indiqué qu'il avait reçu "avec une immense joie" l'apparition en bonne santé du Président Tebboune, ce qui, a-t-il ajouté, nous rassure quant à la stabilité et la sécurité de l'Algérie, au regard des circonstances et des nouveaux développements qui nous entourent".

La formation politique n'a pas manqué de féliciter le peuple algérien pour l'intervention du Président. L'Union nationale des pay-

sans algériens (UNPA) a pour sa part, mis en exergue la teneur de l'allocution du Président de la République, laquelle réaffirme, une nouvelle fois, "la force des institutions de l'Etat et la cohésion avec le peuple dans les épreuves". Le Secrétariat national de l'Organisation nationale des enfants de chouchada (ONEC) a reçu avec "un grand soulagement" l'allocution du Président de la République, saluant ses orientations qui "servent en premier degré, le citoyen qui aspire à une vie digne". Cette allocution qui se veut, selon la même source, "un message rassurant, à même de poursuivre le programme d'édification dans une Algérie Nouvelle, est également un message à l'adresse de tous les semeurs de doute et détracteurs qui tentent, à chaque fois, de distiller les mensonges et de semer la fitna, avec pour visées, la déstabilisation".

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a, de son côté, fait part de son "grand soulagement", suite à l'apparition du Président de la République, saluant la teneur de son allocution "en précieuses orientations et instructions qui ont rassuré le peuple algérien quant à l'avenir du pays". L'UGCAA a salué cette apparition qui, a-t-elle ajouté, "intervient à un moment où l'Algérie est confrontée à de grandes menaces à ses frontières et à une campagne acharnée sans précédent, menée par des parties haineuses qui visent à attenter à la stabilité et à la souveraineté du pays".

L'UGCAA s'est également félicitée des "orientations et instructions judiciaires" contenues dans l'allocution du Président de la République qui s'est adressé à la Nation, ainsi que de "son parachèvement du choix constitutionnel et la poursuite de la concrétisation des réformes économiques et sociales auxquelles aspire le peuple algérien brave". L'UGCAA a appelé ses militants à "se tenir aux côtés des institutions constitutionnelles de l'Etat et à se mobiliser aux côtés de l'Armée nationale populaire (ANP) et de nos services de sécurité, en vue de faire face à toutes les tentatives désespérées qui visent à porter atteinte à la sécurité, à la stabilité et à l'intégrité territoriale de la Patrie".

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2018

La Cour des comptes révèle les anomalies

La Cour des comptes a mis l'accent, dans son rapport d'appréciation sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018, sur "certaines défaillances" dans les opérations d'investissement public, la maturation des études ainsi que l'exécution et le suivi des programmes d'investissement. Présentant lundi le rapport d'appréciation sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018 devant la Commission des finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le président de la Cour des comptes, Abdelkader Ben Maarouf a insisté sur l'impérative maîtrise du budget destiné à l'investissement public et le remboursement des crédits octroyés aux grandes entreprises, notamment dans le cadre du financement non conventionnel auquel a recouru le Gouvernement en 2018.

Et d'affirmer que "l'efficacité des dépenses publiques et l'exécution des crédits alloués à certains secteurs constituent le noyau et une problématique dans la méthode de gestion des deniers publics". En chiffres, le déficit budgétaire global a atteint 2082 milliards Da en 2018, soit trois fois du déficit de 2017, en raison de la hausse sensible relevée dans les dépenses d'équipement (+ 74,1 %) malgré la croissance des revenus budgétaires de 5,5% durant la même période, a-t-il fait savoir. L'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par un déficit du Trésor de -1341 milliards Da, financé de manière non conventionnelle à hauteur de 900 milliards Da, et en exploitant les dépôts des pourvoyeurs du Trésor et les comptes financiers.

Pour le président de la cour des Comptes, ce déficit a fortement contribué à l'augmentation de la dette publique qui a atteint 7778 milliards DA, soit 38% du produit intérieur brut (PIB), ce qui représente une hausse de 4178 milliards DA, tout au long des années 2017-2018. Cette croissance, ajoute M. Ben Maarouf, est principalement due à l'augmentation de la dette interne, après le recours au financement non conventionnel dont le montant s'est élevé à

5565,2 milliards DA, soit 2185 milliards DA en 2017 et 3371,2 milliards DA en 2018. Par ailleurs, les recettes budgétaires se sont élevées à près de 6405 milliards DA, soit une augmentation de 5,5% par rapport à l'exercice 2017, ce qui reflète l'impact lié à l'augmentation dans la fiscalité pétrolière (10,5%) et à la croissance des revenus issus des bénéfices et des contributions financières de l'Etat (11,6%), a-t-il poursuivi.

Intervenant au terme de cet exposé, les députés se sont interrogés sur le recours au financement non conventionnel afin de financer l'économie et l'absence de clarifications de la part des secteurs qui ont bénéficié de ce financement.

Certains membres de la commission ont demandé des explications concernant les dotations financières destinées à l'investissement, non contenues dans le rapport de la cour, dénonçant en même temps l'absence des annexes qui figureraient dans les rapports précédents.

Certains intervenants ont même évoqué l'absence d'une annexe relative aux recommanda-

tions, un document figurant dans les rapports précédents de la Cour.

D'autres membres de la commission se sont interrogés sur les causes de la poursuite de la hausse du déficit budgétaire depuis des années. Répondant à ces préoccupations, le président de la Cour des comptes a affirmé que le recours au financement non-conventionnel était une nécessité, et ce après que le Gouvernement ait refusé de recourir à l'endettement extérieur et aussi en raison également de l'absence d'une possibilité de recourir à l'endettement interne.

Pour ce qui est du rapport d'appréciation, M. Ben Maarouf a indiqué qu'il a été élaboré dans des conditions difficiles marquées par la pandémie Covid-19, ajoutant que la Cour des comptes n'avait été destinataire du projet de règlement budgétaire de l'exercice 2018, qu'en septembre 2020. En dépit de cela, poursuit le même responsable, tous les cadres de la Cour ont été mobilisés pour rattraper le retard et élaborer un rapport global d'évaluation.

S'agissant des recommandations, le même

responsable a indiqué que certaines ont été intégrées dans le rapport, citant à titre d'exemple, l'appel lancé à l'adresse des départements des Finances et d'autres ministères à l'effet d'accélérer le parachèvement des mesures prises dans le cadre de la modernisation des finances de l'Etat.

La Cour des comptes a également préconisé la mise en place des mesures indispensables à la promotion d'un système d'information efficace, d'un contrôle interne efficace, de consolider l'élaboration du budget à travers l'intégration des dépenses non-prévisionnelles et celles qui ne sont pas actuellement intégrées dans le budget ordinaire de l'Etat, en vue d'élaborer un budget réel des charges de l'Etat.

La Cour des comptes a également mis l'accent sur l'amélioration de la qualité d'élaboration et d'évaluation des opérations d'investissement et proposé le financement des projets mûrs seulement, et ce en vue d'éviter un retard dans la réalisation, ainsi que le recours à la réévaluation à coût élevé.

LOI DE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2018

M. Benabderrahmane présente le projet à la Commission des Finances de l'APN

Le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane, a présenté lundi le projet de loi de règlement budgétaire de 2018 à la Commission des Finances de l'Assemblée populaire nationale (APN). A cette occasion, le ministre a indiqué que dans le cadre de la Loi de Finance 2018 (LF 2018), le total des recettes budgétaires effectivement réalisées a atteint 6.405,24 mds DA (4.055,55 mds DA de recettes ordinaires et 2.349,69 mds DA de fiscalité pétrolière) sur 6.714,27 mds DA prévues par la loi. Concernant les dépenses exécutées au titre de l'année 2018, elles ont atteint 8.441,59 mds DA (4.448,31 mds DA au titre des dépenses de fonctionnement et 3.993,28 mds DA de dépenses d'équipement) sur 8.627,78 mds DA de dépenses prévues par la LF 2018. Appelé par les membres de la Commission à fournir des précisions quant à l'utilisation des montants issus du financement non conventionnel de l'année 2018, le ministre a rappelé que ce financement a représenté 3.371 mds DA, dont 900 mds DA en janvier 2018 au titre d'une convention entre la Banque d'Algérie et le Trésor public pour le financement des dépenses de l'Etat. Une deuxième convention a porté sur 500 mds DA dédiés aux dépenses de la Caisse nationale de retraite (CNR). Une autre convention signée en septembre 2018 a porté sur 320 mds DA destinée au financement de logements AADL ainsi que 100 mds de DA destinés à la gestion de la dette publique. En novembre de la même année, 452 mds DA et 735,2 mds DA ont été successivement alloués au financement du Fonds national d'investissement (FNI). En décembre 2018, 364 mds DA ont été alloués au financement de la CNR à travers le FNI, a précisé le ministre. Le ministre a rappelé que l'année de référence pour la loi de règlement budgétaire avait été portée à N-2 tout en réaffirmant l'ambition du Gouvernement à réduire l'année de référence des règlements budgétaires à N-1 en accord avec le programme de réforme financière et budgétaire.

FINANCE

Le portefeuille des investissements publics en cours de réévaluation (Benabderrahmane)

Le portefeuille des investissements publics, ayant atteint plus de 14.000 mds DA destinés aux projets jugés d'urgence, est en cours de réévaluation au niveau de la Direction générale du budget (DGB), a indiqué lundi à Alger le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane.

Répondant aux questionnements des membres de la commission des finances et du budget de l'APN, dans le cadre de l'étude du projet de loi du règlement budgétaire de 2018, le ministre a fait savoir que "le portefeuille des investissements publics dépassant les 14.000 mds de DA, dédiés à des projets jugés d'urgence, est en cours de réévaluation au niveau de la DGB", estimant "inconcevable que ces projets, classés urgents et importants, ne soient pas réalisés".

"Il nous faut réévaluer et assainir le portefeuille d'investissement public, surtout au niveau local", a-t-il estimé soulignant l'intérêt de revoir les procédures de fonctionnement du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) afin que les zones d'ombre puissent bénéficier des différents projets de développement local au lieu que ceux-ci soient concentrés au niveau des chefs-lieux de communes ou de wilayas. "Nous sommes en cours de réévaluation de l'ensemble des projets réalisés et en cours de réalisation afin de voir ce qui est important pour le développement local, notamment au niveau des zones d'ombre", a-t-il fait savoir, notant le manque de maturité de certains projets. Le ministre a ainsi plaidé pour que les projets nationaux puissent bénéficier d'une plus grande période d'étude "comme cela est fait dans les pays développés". "La plus courte période de maturation d'un projet doit être de 36 mois avant de l'engager", a-t-il estimé.

Un décret exécutif pour la maturation des projets

Dans ce cadre, il a annoncé qu'un texte exécutif de la Loi de Finance 18-15, énonçant la nécessité de maturation



des projets avant qu'ils ne soient enregistrés, sera présenté au Gouvernement mercredi prochain.

Concernant l'assainissement financier des entreprises publiques, le ministre a noté que, depuis 2004, l'Etat a soutenu les entreprises publiques pour un montant dépassant les 1.500 mds DA destinés à l'assainissement de ces entreprises. "Il s'agissait de crédits à fonds perdu. Des fonds ont été attribués pour des situations conjoncturelles mais le déficit structurel de l'entreprise est toujours là, il s'est même accumulé", a regretté M. Benabderrahmane. Pour remédier à cette situation, le ministre a indiqué que le gouvernement allait "entreprendre des mesures" pour accompagner les grandes entreprises du pays pour préserver l'emploi et l'outil de production national public et privé.

Interrogé par les membres de la commission sur le soutien de l'Etat quant aux entreprises plombées par les conséquences de la crise sanitaire, M. Be-

nabderrahmane a énuméré les soutiens fiscaux et bancaires accordés aux entreprises depuis le début de la pandémie, précisant que le soutien apporté par l'Etat répond à des conditions dont celle de la révision du mode de gouvernance des entreprises publiques pour assurer la pérennité de ces entreprises et préserver l'outil de production national.

Questionné sur la baisse de la valeur du dinar, le ministre a fait observer qu'une monnaie forte nécessite une économie forte, en assurant que les futurs projets structurants vont pouvoir améliorer la cotation du dinar.

"On ne peut pas avoir un dinar fort sans une économie forte. Mais le programme de relance économique que nous allons concrétiser à partir du mois de janvier, notamment à travers d'importants projets structurants doit contribuer à relever le niveau de la monnaie nationale", a-t-il fait savoir, écartant la possibilité de changer la monnaie nationale.

RENTÉE UNIVERSITAIRE 2020-2021

Les cours reprennent dans des conditions exceptionnelles marquées par le Covid-19

Les étudiants universitaires rejoignent ce mardi les établissements universitaires dans des conditions exceptionnelles marquées par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), après la reprise des cours à distance depuis deux semaines.

Le coup d'envoi de l'année universitaire 2020-2021 sera donné par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à partir de la wilaya de M'sila, où il effectuera une visite de travail pour inspecter notamment des projets de développement et d'autres à caractère social.

Le ministre de l'Enseignement et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, avait fait état, en prévision de cette rentrée universitaire, de l'application "stricte" d'un protocole sanitaire pour le mode d'enseignement en présentiel, et l'adoption du système de groupes qui concernera les tiers des élèves et uniquement les matières essentielles.

L'enseignement en mode présentiel sera assuré pour une moyenne de 12 semaines par semestre et le reste des cours seront dispensés en ligne, avait-il précisé.

M. Benziane a appelé, à cette occasion, la communauté universitaire à concourir à la réussite de cette rentrée, au titre de laquelle les établissements universitaires et les instituts accueilleront exceptionnellement 279.959 nouveaux étudiants, lesquels seront concernés également par les modes d'enseignement en présentiel et à distance.

Dans le même cadre, les organisations syndicales et étudiantes ont fait part de leur satisfaction quant à la méthode d'enseignement en présentiel adoptée par le ministère, en considérant que l'enseignement par groupes est la méthode la plus adéquate pour assurer la continuité des cours.

Elles ont souligné, à cet égard, que le mode d'enseignement à distance se voulait un modèle pédagogique et "un choix stratégique à adopter impérativement dans ce contexte sanitaire inédit", ajoutant que sa réussite nécessite "la mobilisation de tous les moyens matériels et humains".

TRANSPORT

Le projet du port centre d'El Hemdania et le renouvellement de la flotte aérienne pour accéder au marché africain (ministre)

Le ministre des Transports, Lazhar Hani a indiqué lundi à Alger que la réalisation du projet du port centre d'El Hemdania à Cherchell et le renouvellement de la flotte d'Air Algérie, seront les principales clés pour accéder au marché africain.

Invité du Forum de la radio nationale, le ministre a précisé que le renouvellement de la flotte de la compagnie nationale Air Algérie, qui compte 56 avions, "nous permettra d'ouvrir de 10 à 12 nouvelles lignes vers des pays d'Afrique".

S'agissant de la réalisation du port centre d'El Hemdania, M. Hani a qualifié cette future infrastructure portuaire de "projet du siècle" en ce sens qu'il profitera à "l'Algérie, les pays africains, et aux pays voisins". Le port devra accueillir près de 6,5 millions de conteneurs et sera érigé en hub de services commerciaux dans la région, a-t-il assuré.

Par ailleurs, le ministre a évoqué la problématique d'amélioration des prestations offertes par Air Algérie qui se doit de chercher les moyens de développement et de modernisation de ses services pour pouvoir être compétitive après un arrêt quasi total de plusieurs mois.

Le secteur examine actuellement la possibilité de créer une compagnie aérienne publique spécialisée dans les lignes intérieures, a-t-il fait savoir, relevant qu'il s'agit aussi d'examiner la relation de la compagnie à créer avec Air Algérie qui

pourra y avoir des participations. Abordant l'ouverture du transport de et vers l'étranger et le transport interwilayas, le ministre a indiqué que les sociétés concernées sont prêtes à entamer le travail, la décision demeure toutefois du ressort des hautes autorités du pays après consultation du Comité scientifique, avant de relever que les sociétés de transport activant actuellement respectaient les mesures préventives annoncées par le ministère.

Et de rappeler le montant des pertes subies par le secteur en raison de la pandémie qui s'élève à près de 40 milliards de da pour Air Algérie, et près de 7 milliards de da pour L'Entreprise nationale de transport Maritimes de voyageurs (ENTMV). Qualifiant ces pertes de "considérables", le ministre a assuré que l'Etat œuvrait à couvrir les salaires, les frais de maintenance et autres.

Concernant la modernisation des ports, le ministre a reconnu que ces derniers sont "encore défectueux dans leur travail", ce qui exige de fournir un matériel moderne adapté à la nouvelle situation, de créer des espaces pour accueillir les conteneurs et le matériel de manutention, précisant que le ministère prévoit un programme spécial pour la prise en charge de cet aspect.

S'agissant du transport de marchandises, il a fait savoir que l'Algérie "ne dispose pas d'une flotte pour le transport

maritime de la marchandise sèche, d'où la maîtrise par les étrangers du marché", ce qui exige la mise en place d'un programme à cet effet.

Des discussions sont entretenues avec les partenaires étrangers sur la possibilité de création d'une entreprise de construction et de maintenance navale, en partenariat avec des opérateurs nationaux, vu les moyens et les technologies modernes qu'exige la construction navale. Il est prévu la réception d'un nouveau navire pour le transport des voyageurs d'une capacité de 1800 voyageurs devant être mis en service en janvier prochain. En ce qui concerne le transport routier, le ministre a affirmé que la gestion du transport scolaire relève des prérogatives des collectivités locales qui sont chargées de l'organiser, mettant en exergue que les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune sont claires concernant ce volet.

Pour ce qui est du problème de la vétusté des bus utilisés dans le transport routier, il a fait état des discussions avec le ministère de l'Industrie afin de "trouver une solution soit à travers l'importation ou l'industrie nationale".

Le ministre a en outre appelé les professionnels du secteur à s'organiser en organisations ou en mutuelles qui leur permettront de coordonner avec le ministère concerné sur la prise de décisions liées à

leurs activités, en particulier les droits, les lois, les équipements et de nombreux domaines, exprimant la disposition du secteur d'accompagner les professionnels dans l'acquisition de nouveaux bus.

Quant au déficit enregistré en matière de transport dans certaines régions, le ministre a fait état "d'instructions données à tous les directeurs de wilayas à l'effet d'accorder des licences aux transporteurs dans les zones qui disposent de peu de lignes", préconisant une organisation des transporteurs afin d'éviter la saturation des lignes au détriment d'autres lignes et d'assurer l'équilibre dans les prestations prodiguées. S'agissant du métro d'Alger, il a indiqué que le service de cette entreprise reprendra avec celui du transport ferroviaire, relevant que toutes les dispositions sanitaires et préventives ont été prises à cet égard, sans pour autant avancer une date pour la reprise des activités de ces deux entreprises. Concernant l'activité du transport par taxi dans le cadre des nouvelles applications électroniques telles "Wesselni" et "Temtem", mises sous la tutelle du ministère du Commerce, le ministre a souligné que le secteur envisage de proposer au Gouvernement un projet de loi visant à réglementer leurs activités, afin d'établir l'égalité des chances avec les autres chauffeurs de taxi en matière de fiscalité et autres charges financières.

GHARDAÏA

Sensibilisation sur le paiement électronique dans les stations-services de Naftal

L'entreprise publique algérienne de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (NAFTAL) a lancé lundi une campagne de sensibilisation destinée à ses clients potentiels dans la région de Ghardaïa sur le paiement électronique, en utilisant la carte à puce dans les stations-service de l'entreprise.

La campagne vise à promouvoir l'utilisation de ce mode de paiement moderne par carte magnétique, plus sécurisée, auprès des automobilistes et des clients potentiels de NAFTAL (entreprises privées et publiques, administrations) tout en leur prodiguant des conseils pour mieux les prémunir des cas de fraude potentielle, a indiqué à ce sujet le directeur du paiement électronique de Naftal, Adel Ioualalen.

Les 1.460 stations-services réparties sur le territoire national et agrégées par Naftal, dont 360 appartiennent à cette dernière, seront dotées de terminaux de paiement électronique et feront partie du réseau des opérateurs utilisant ce moyen moderne de paiement, a-t-il souligné. Depuis le lancement



de ce paiement en 2017, le taux de couverture en terminaux de paiement électronique a atteint 66% dans l'ensemble du territoire national, a ajouté M. Ioualalen avant d'assurer qu'au début de l'année 2021,

toutes les stations-services Naftal seront dotées d'appareils de paiement électronique. La direction régionale de Naftal de Ghardaïa, qui couvre six (6) wilayas (Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Ghardaïa et La-

ghouat) et sept wilayas déléguées (Bordj Badji-Mokhtar, Timimoun, In-Salah, In-Guezam, Djanet, Touggourt et El-Menea), a atteint une couverture de 90% en terminaux de paiement dans ses 120 stations-services. Pas moins de sept (7) millions d'opérations de paiement électronique ont été effectuées durant le mois de novembre dernier dans l'ensemble des stations-services de Naftal à travers le pays, a fait savoir le responsable.

Les responsables de la direction régionale de Naftal, accompagnés du directeur du paiement électronique, ont entamé des rencontres de proximité avec les différents opérateurs et partenaires économiques expliquant le mode de paiement en ligne.

SOUK AHRAS

Les délais d'étude des demandes d'investissement "n'excéderont pas les 20 jours"

Le wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza, a affirmé lundi que "les délais d'étude des dossiers de demandes d'investissement dans les divers secteurs n'excéderont pas les 20 jours". Intervenant lors d'une rencontre d'adoption des règlements intérieurs de la commission de wilaya d'aide à la localisation et la promotion de l'investissement et de régulation du foncier, le responsable de la wilaya a indiqué que "la réduction des délais d'étude des dossiers de demandes d'investissement permettra aux investisseurs de lancer leurs projets dans les divers do-

maines y compris agricole constituant la vocation par excellence de la wilaya". Au cours de la rencontre tenue au siège de la wilaya en présence des directeurs exécutifs concernés, des chefs de daïra, des responsables des chambres du commerce et de l'industrie et de l'agriculture, du guichet unique ANDI, de l'ANIREF, de l'agence de wilaya de gestion et régulation du foncier urbain, le wali a déclaré que "la priorité dans le traitement des dossiers est à ceux des projets qui participent à la réduction des importations, encouragent l'exportation, génèrent des emplois et richesses

et valorisent les ressources locales et régions enclavées". M. Bouzegza a fait savoir que la wilaya dispose d'assiettes foncières dont la zone industrielle de M'daourouch, les zones d'activités d'Oued Kebrat, Sidi Fredj et Bir Bouhouch et des terrains récupérés dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel qui seront mis à la disposition des investisseurs sérieux.

L'étude des dossiers des investisseurs débutera "dans la transparence" une fois les règlements intérieurs de la commission adoptés et le dossier du foncier assaini, a-t-on conclu.

BLIDA

Un programme pour la plantation de caroubiers dans le périmètre des universités de Blida 1 et 2

Les universités Ali Lounici et Saad Dahled de Blida ont tracé en coordination avec l'Association nationale de développement du caroube, un programme pour la plantation de cette essence dans le périmètre de ces deux institutions de l'enseignement supérieur, en guise de contribution aux efforts de renforcement de la ressource sylvestre dans les espaces naturels, a indiqué, lundi dans un communiqué, la cellule de communication de l'université Blida 2.

Selon le même document, une convention a été signée entre les universités de Blida 1 (Saad Dahled) et 2 (Ali Lounici), avec l'Association nationale de développement du caroube pour la plantation de caroubiers dans leurs périmètres respectifs, et ce dans « l'objectif d'assurer un cadre propice à la recherche scientifique, tout en conférant une touche esthétique au paysage de l'université ». Cette convention engage l'Association nationale

de développement du caroube à fournir des plants de caroube, avec l'organisation de campagnes régulières de plantation, au moment où les deux universités concernées assurent l'entretien des arbres, tout en fournissant les moyens logistiques nécessaires pour leur mise en terre.

Le recteur de l'université Ali Lounici, Pr. Khaled Ramoul, a fait part, à ce titre, de l'organisation depuis début 2020, de campagnes de boisement, ayant permis la plantation de 5000 arbustes, avec la participation de toute la famille universitaire, entre enseignants, étudiants, employés et organisations étudiantes.

Quant au Pr. Mohamed Benzina, recteur de l'université Saad Dahled, il a souligné l'adoption de la même stratégie de plantation du périmètre de l'université, à travers le lancement d'une campagne intitulée « un arbre pour chaque étudiant », parallèlement au soutien de la création de spécialités en agronomie.

BOUIRA

Attribution de logements sociaux : déploiement de 11 nouvelles brigades pour accélérer les enquêtes

Onze nouvelles brigades ont été mises sur pied par les services de la wilaya pour accélérer les enquêtes, déjà entamées, sur l'examen des dossiers des demandeurs de logements sociaux, et ce, avant de procéder à l'attribution prochaine de plus de 900 unités, a indiqué lundi, à l'APS, le chargé de communication de la wilaya. "Le nombre des commissions d'enquête passe ainsi de 6 à 17 brigades pour renforcer ce processus le plus tôt possible", a expliqué Mohamed Remini. Dans une déclaration récente à la presse, le wali Lekhal Ayat Abdesalam avait assuré que l'objectif de cette opération est "de bien examiner les dossiers et d'accélérer les enquêtes pour pouvoir commencer la distribution des logements dans de bonnes conditions et dans la transparence totale". Pour leur part, les services de la Daira de Bouira ont précisé à l'APS avoir reçu plus de 15.000 demandes de logements sociaux, pour un programme disponible de 900 unités, dont 80 sont destinées à l'éradication de l'habitat précaire au niveau de la ville de Bouira. Le logement social constitue un véritable casse-tête pour les autorités locales à Bouira, qui vit depuis plusieurs semaines au rythme des protestations de citoyens qui réclament des logements. Dans la matinée, des dizaines de citoyens de la localité de Zeboudja,

relevant de la municipalité d'Ain Tork (Ouest de Bouira) ont fermé la route nationale N 5, ce qui a perturbé sérieusement la circulation automobile, a-t-on constaté. Les protestataires réclament des logements sociaux qui seront distribués dans les prochaines semaines. La route a été rouverte une heure plus tard. Par ailleurs, au total 265 logements, toutes formules confondues, avaient été distribués jeudi dernier à leurs bénéficiaires à Bouira lors d'une cérémonie organisée à la maison de la culture Ali Zaïoum et présidée par les autorités locales de la wilaya. Au cours de la cérémonie, le chef de l'exécutif, M. Lekhal Ayat, avait remis les clés aux 100 bénéficiaires d'un programme de logements sociaux, implanté à Taghzout (Est de Bouira), avant de procéder aussi à la distribution de 50 autres logements de type promotionnels aidés (LPA) à El Hachimia (Sud). Ce même responsable avait indiqué, en marge de cette cérémonie, que "plusieurs commissions d'enquête mènent un travail approfondi pour assainir les listes des bénéficiaires avant de procéder à la distribution prochaine des autres programmes". L'attribution s'effectuera dans la transparence, et nous œuvrons à prendre en charge aussi, les doléances de tous les citoyens qui sont dans le besoin", avait assuré M. Lekhal Ayat.

MÉDÉA

Récupération d'anciens sièges de la Garde communale

Plusieurs anciens sièges de la Garde communale, implantés dans la daïra d'El-Omaria, à l'est de Médéa, inoccupés depuis de nombreuses années, viennent d'être récupérés, dans la perspective de leur exploitation à d'autres fins, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Il s'agit, selon la même source, des anciens sièges de la Garde commune de Ain-Lazzaza et Ouled Brahim-centre, dans la commune d'Ouled-Brahim, ainsi que les sièges de la Garde commune de Ouled Turki, Ain El-Hamra et Sidi-Salem, situés dans la commune d'El-Omaria. Une fois réaménagés, ces sièges seront exploités, soit en structure sanitaire de base, d'annexes administratives ou auront une autre vocation, en fonction de la demande ou des besoins exprimés localement, a-t-on expliqué.

L'on apprend, par ailleurs, l'affectation de locaux à usage professionnel, situés dans la commune d'El-Haoudine, nord-est de Médéa, au secteur de la santé, en vue de leur aménagement en polyclinique. Une subvention financière d'un montant de l'ordre de 12 millions de DA a été débloquée pour le financement des travaux d'aménagement de cette polyclinique, appelée à remplacer, à terme, l'ancien polyclinique de la commune, a-t-on signalé.

MILA

Reboisement de 345 hectares de terres en friche dans la commune de Ouled Khalouf

L'entreprise régionale du génie rural (ERGR) Aurès, représentée par la direction des projet de Mila, a procédé à une opération de reboisement visant un total de 345 ha de terres en friche situés dans la commune de Ouled Khalouf, dans la partie Sud de la wilaya, a affirmé lundi, le directeur du projet, Oussama Maghnoos.

Dans une déclaration à l'APS, ce responsable a précisé que cette opération ayant débuté récemment a abouti, à ce jour, au reboisement d'une superficie de près de 30 ha de la première tranche d'un programme scindé en deux, une première comprenant le reboisement de 95 ha, et une seconde ciblant une surface de 250 ha. Selon la même source, les opérations liées à la deuxième tranche du programme seront entamées au début du mois de janvier prochain, soulignant que la durée de chaque opération a été fixée à trois ans.

M. Maghnoos a également ajouté que "les terres concernées par le reboisement dans le cadre de ce projet central, dont la wilaya de Mila a bénéficié au titre de l'année 2020, s'étendent des frontières de Sétif à celles de Batna", précisant que "la wilaya de Mila s'entrecroise avec ces deux wilayas sur le territoire de la commune de Ouled Khalouf". La même source a fait savoir, par ailleurs, que le choix des arbres plantés s'est porté sur le pin et le pin d'Alep, en raison de l'adéquation de ces deux espèces d'arbres avec le climat et à la nature du sol de la région de Ouled Khalouf.

Aussi, dans le cadre des programmes supervisés par l'ERGR-Aurès au niveau de la wilaya, M. Maghnoos a fait état, en outre, du lancement d'une opération de plantation d'oliviers sur 200 ha de terres appartenant à des privés, et ce, sur l'ensemble du territoire de la wilaya. Il a déclaré, en ce sens, que les travaux seront effectués en coordination avec la conservation des forêts de Mila qui a procédé à l'élaboration des listes des bénéficiaires du programme de plantation des arbres fruitiers pour l'année en cours et les a transmis à l'entreprise régionale du génie rural Aurès pour entamer les travaux de creusage et de reboisement.

AGRICULTURE

Le son pour alimentation de bétail disponible à un prix raisonnable (ministre)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a affirmé lundi à Alger, que son département était en train de mettre à la disposition des éleveurs le son de blé pour l'alimentation de bétail à un "prix raisonnable".

Lors de son intervention au forum du quotidien Le Soir d'Algérie, M. Hemdani a expliqué que son département s'est engagé, à travers l'Office national des aliments du bétail (ONA) à couvrir les besoins du marché national avec un produit alternatif qui est le son de blé pour le substituer au maïs dont le prix a fortement augmenté sur les marchés mondiaux en raison de la crise sanitaire de la Covid 19.

A ce propos, le ministre a fait part d'un nouveau dispositif qui stipule que 30% du son des meuneries issu de blé tendre et dur doit revenir à l'Onab qui doit le distribuer, à son tour, aux éleveurs, mettant ainsi fin à la spéculation qui fait que le prix du son soit commercialisé à un prix très élevé soit "deux fois plus que le prix du blé".

A cet effet, le ministre a fait savoir qu'une nouvelle note à l'intention des walis a été promulguée par le ministère, leur ordonnant d'infliger des pénalités aux spéculateurs, ajoutant que le prix du son a été plafonné à 1500 dinars et qu'il ne devrait pas dépasser ce seuil.

Interrogé sur le blé avarié importé de Lituanie, le ministre a affirmé que "les résultats préliminaires des analyses ont confirmé que le blé est enrobé (touché par les pesticides)", ajoutant que les analyses sont toujours en cours pour déterminer le degré de la gravité de ce pesticide.

Il a tenu à préciser que toute transaction commerciale obéit à un cahier de charges et, qu'à l'embarquement, le produit est testé pour s'assurer qu'il est sain, loyal et marchand, ajoutant qu'à l'issue des contrôles, "il s'est avéré que ce blé ne répondait pas aux conditions exigées".

Par ailleurs, le ministre a évoqué la stratégie de son département qui œuvre pour le développement des grandes cultures afin de réduire la facture des importations des produits alimentaires.

"Nous avons lancé ce programme pour développer les filières de base notamment les huiles, le lait, les blés (dur et tendre), le maïs et le sucre", a-t-il énuméré, affirmant que l'objectif est de "satisfaire au moins 30% des besoins du marché national en ces produits et réduire les dépenses ce qui permettra de renflouer les caisses de l'Etat".

A titre indicatif, il a expliqué que le développement de la production de blé permettra à l'Algérie d'économiser un milliard de dollars et celle du colza 500 millions de dollars.

Le ministre a toutefois souligné la nécessité d'une production équilibrée basée sur les principes du développement durable et qui tiendrait compte des besoins du marché.

"Il ne faut pas focaliser sur un produit au détriment d'un autre et réaliser des excédents qui deviennent problématiques par la suite", a-t-il recommandé, affirmant à ce propos que son département travaille sur une cartographie agricole de territoire afin de créer des pôles agricoles, en tenant compte de la spécificité et de la vocation de chaque région mais aussi des changements climatiques et de la fragilité de certains écosystèmes.

"En somme, nous adoptons une forme de régulation basée sur des indicateurs économiques, techniques et climatiques qui nous permettra de réaliser notre stratégie", a-t-il résumé.

Le ministre a assuré par ailleurs que les produits nationaux sont très compétitifs sur les marchés internationaux notamment au Moyen-Orient et en Russie.

"Il y a des produits phares qu'on peut placer facilement sur le marché mondial", a-t-il dit en lançant un appel aux opérateurs pour s'y impliquer.

A une question sur le mega projet d'élevage de vache que l'Algérie a initié en partenariat avec des opérateurs américains, le ministre a répondu que ce projet "fait partie du passé".

Le projet portait sur 30.000 vaches par ferme, ce qui est "inconcevable", a-t-il jugé, en évoquant ses éventuels "impacts néfastes sur l'environnement".

APN

Un exposé sur le rôle de Mobilis dans le développement socioéconomique en Algérie

Le Président-directeur général (P-dg) d'ATM Mobilis, Adel Doukali a présenté lundi devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur le rôle de cette entreprise dans le développement socioéconomique en Algérie, ses investissements phares et ses futurs projets.

Lors de cette réunion, le président de la Commission des transports et des télécommunications, Chaâbane Louaër a indiqué que ces réunions visaient à "accomplir les tâches de contrôle qui relèvent de la compétence de la commission".

Dans son exposé, le P-dg d'ATM Mobilis a mis l'accent sur le rôle de Mobilis dans le développement socioéconomique en Algérie, ainsi que sur "les investissements les plus importants et les projets futurs qu'ambitionne à réaliser l'entreprise, en assurant un service de qualité, notamment à la lumière de la concurrence intense entre les différents opérateurs de téléphonie mobile".

A ce titre, M.

Doukali a fait savoir que Mobilis "a été classée en 2007 par l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) comme meilleur réseau en termes de couverture, premier et seul opérateur à avoir réussi à couvrir 48 wilayas en 3G en 2015, et premier opérateur en matière des services de la quatrième génération en 2016".

Et de préciser que "Mobilis est devenu le leader sur le marché, en termes de chiffres d'affaires ou de nombre d'abonnés, en ce sens qu'elle a été classée, au cours des années 2018 et 2020, par l'ARAV pour la deuxième fois comme le premier opérateur en matière de service Internet et de couverture complète en quatrième génération dans 48 wilayas".

Acteur majeur dans le développement économique et social en Algérie, Mobilis compte 19 millions abonnés soit une augmentation de 8,9% par rapport à l'année passée, a mis en avant M. Doukali, faisant état d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 115 mds DA et de 2,7 millions abonnés (2G), de 6,5 millions abonnés (3G) et de 9,8 millions abonnés (4G) avec un bénéfice de 11,3 mds DA.

"L'entreprise a investi 152 mds DA durant les quatre dernières années", a fait savoir M. Doukali, rappelant que "Mobilis compte 11213 points de vente agréés pour 19 millions abonnés et



soutient la société civile et nombre d'associations sportives et culturelles".

Lors de la présentation du bilan de son entreprise, le P-dg a affirmé que Mobilis "poursuit la mise en œuvre de sa stratégie en vue d'améliorer et diversifier ses offres en matière de téléphonie mobile dans le but de diffuser et généraliser l'utilisation des nouvelles technologies de l'information (TIC), notamment en faveur des opérateurs privés, professionnels et entreprises, de manière à ce que tout client trouve l'offre qui lui convient en assurant un service de qualité".

Pour ce qui est de la technologie, M. Doukali a souligné que Mobilis "tente de développer ses capacités créatives pour fournir des contenus éducatifs, culturels et de divertissement accessibles au grand public", ajoutant qu'en dépit de la pandémie, l'entreprise a poursuivi ses efforts afin de permettre à ses clients de communiquer à distance pendant le confinement.

Mobilis "a poursuivi ses efforts pour faire parvenir les nouvelles technologies à toutes les catégories de la société, sans exclusion particulièrement les populations rurales et du Sud dont le nombre est inférieur à 2.000

habitants".

L'opérateur Mobilis assure la meilleure couverture des régions du Sud, défiant les facteurs climatiques et les spécificités géographiques pour garantir la couverture dans ces régions y compris celles qui ne réalisent pas de rentabilité commerciale, pour permettre à tous les Algériens, où qu'ils se trouvent de bénéficier des meilleurs services de télécommunications".

Evoquant la 5G, il a souligné que ce sujet, qui est "extrêmement important et très sensible", exige "l'unification de services compétents pour sa mise en œuvre, ce qui permettra à l'entreprise d'assurer les moyens et de consacrer un budget pour sa réalisation", cependant, a-t-il dit, Mobilis a "d'autres priorités vu la situation actuelle".

Au terme de la présentation, certains membres de la Commission des transports et des télécommunications ont exprimé leurs préoccupations concernant "le manque de couverture du réseau Mobilis dans certaines régions du pays ainsi que la contribution de cette entreprise dans la numérisation et le financement des établissements d'enseignement et établissements universitaires".

INDUSTRIE

ENIEM de Tizi-Ouzou : les travailleurs réitèrent leur refus de l'arrêt technique des activités

Des travailleurs de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM), ont réitéré lundi à Tizi-Ouzou, leur refus de l'arrêt technique des activités, en cours, décidé par la direction générale de l'entreprise.

Les manifestants ont marché du siège de la direction générale, sis Boulevard Stiti, à l'entrée ouest de la ville de Tizi-Ouzou, vers le siège de la wilaya, en scandant des slogans et en déployant des banderoles exprimant leur "rejet" de cette décision tout en demandant le départ du staff gestionnaire de l'entreprise, sollicitant l'intervention de la tutelle (ministère de l'Industrie) à cet effet et pour "sauver cette



entreprise et les 1.600 emplois". Une délégation composée de représentants des travailleurs de l'ENIEM et de l'Union de wilaya de l'UGTA a été reçue par le

wali. Lors de cette rencontre tenue à huis-clos, le chef de l'exécutif local a demandé aux travailleurs de faire confiance à la tutelle qui est en train d'examiner

la situation de l'ENIEM et de toutes les autres entreprises publiques, a-t-on appris de participants à cette réunion.

Le 1er décembre courant la direction de l'ENIEM avait annoncé "un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre)" pour cause de "contraintes financières" et "rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production".

Les travailleurs de l'ENIEM, ont, depuis, multiplié les actions de protestations.

Ils ont même exprimé lors d'une conférence de presse leur crainte d'un plan social, rappelle-t-on.

APS

PÉTROLE

Les cours du pétrole au plus haut depuis mars

Les cours du pétrole sont montés lundi à leur plus haut en 9 mois, portés par le lancement de la vaccination aux Etats-Unis contre le Covid-19, qui fait espérer des jours meilleurs pour la demande d'or noir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a gagné 0,6% ou 32 cents à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 50,29 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de janvier s'appréciait de son côté de 0,9% ou 42 cents à 46,99 dollars. Les deux contrats de référence n'avaient plus atteint un tel niveau depuis début mars avant que la pandémie ne vienne dérégler les marchés financiers américains et mondiaux. "Les investisseurs sont convaincus que le vaccin (contre le Covid-19) ramènera la situation à la normale et que la demande de pétrole va s'acc-



célérer", a souligné Naeem Aslam, d'Avatrade.

Premiers consommateurs de brut au monde, les Etats-

Unis ont entamé lundi une vaste campagne de vaccination contre le Covid-19, après des préparatifs express durant

le week-end. Près de trois millions de doses devraient être disponibles d'ici mercredi, avec l'objectif de vacciner quelque 20 millions d'Américains avant la fin de l'année et 100 millions avant fin mars.

"Il ne fait aucun doute que le déploiement du vaccin aura un effet positif sur la demande de carburant routier et, à terme, de carburant pour l'aviation", a estimé Stephen Innes, d'Axii.

L'analyste a également attribué la hausse des cours à l'explosion d'origine indéterminée qui a touché un pétrolier au large de la ville saoudienne de Jeddah lundi.

BOURSE DE NEWYORK

Wall Street, en ordre dispersé, entre vaccination et restrictions

La Bourse de New York a terminé lundi en ordre dispersé, tiraillée entre l'optimisme entourant le début de la campagne de vaccination contre le Covid-19 aux Etats-Unis et la crainte de nouvelles restrictions dans le pays.

L'indice vedette Dow Jones Industrial Average a cédé 0,62% à 29.861,55 points et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,44% à 3.647,49 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, s'est en revanche apprécié de 0,50% à 12.440,04 points. Wall Street avait bien démarré la séance, se réjouissant du lancement d'une vaste campagne de vaccination contre le virus aux Etats-Unis, pays le plus touché par la pandémie avec plus de 300.000 décès selon le dernier relevé de l'université Johns Hopkins. L'espoir d'un compromis au Congrès américain sur un nouveau plan de relance avait également porté le marché. Un groupe de parlementaires démocrates et de républicains doit présenter une proposition de loi comportant une enveloppe de 908 milliards de dollars pour les foyers et les entreprises, en vue d'un vote dans la semaine.

Mais le Dow Jones et le S&P 500 se sont repliés en deuxième partie de séance après des déclarations du maire de New York, Bill de Blasio, laissant entendre qu'une fermeture totale de la ville, similaire à celle du mois de mars, n'était pas à exclure pour contenir la propagation du virus.

"Cet avertissement a vraisemblablement causé des inquiétudes plus larges sur des confinements ailleurs" dans le pays, notent les analystes de Briefing.com.

Des craintes sur des mesures similaires en Europe ont également fait battre de l'aile la Bourse new-yorkaise. Par ailleurs, plusieurs entreprises cotées ont profité lundi d'une vague d'annonces de fusion-acquisition.

La biotech américaine Alexion (+29,20%), spécialisée dans les maladies rares, a été rachetée pour 39 milliards de dollars par le groupe pharmaceutique britannique AstraZeneca.

Le géant américain du jeu vidéo Electronic Arts (+1,28%) a proposé 945 millions de livres pour racheter le groupe britannique Codemasters.

Le site de logiciels pour formations professionnelles PluralSight (+6,38%) a été racheté pour 3,5 milliards de dollars par la société d'investissement Vista Equity Partners.

Blackstone (-1,14%) a pour sa part baissé après avoir annoncé son intention de déboursier 3,45 milliards pour racheter les bâtiments abritant des laboratoires de recherche à Boston à Brookfield Asset Management. Le reste de la semaine à Wall Street sera animé par le dernier rendez-vous de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), qui se tiendra mardi et mercredi. Sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans sur les bons du Trésor a fini à l'équilibre, se maintenant à 0,8964%.

PORTUGAL

La Banque centrale prévoit un rebond de 3,9% de l'activité économique en 2021

L'activité économique au Portugal rebondira en 2021 de 3,9%, une reprise moins forte qu'attendu mais qui devrait s'accélérer en 2022 avec un PIB en hausse de 4,5%, selon les nouvelles prévisions publiées lundi par la banque centrale.

La Banque du Portugal continue de tabler sur une récession de 8,1% en 2020 alors que le gouvernement socialiste s'attend cette année à une chute du PIB de 8,5%, suivie d'une reprise de 5,4% en 2021. L'activité économique devrait ainsi retrouver à la fin de l'année 2022 son niveau précédant l'épidémie de coronavirus, a indiqué la banque centrale portugaise dans un communiqué. "Les perspectives économiques restent entourées d'une incertitude élevée, car elles dépendent de l'évolution de la pandémie et de la vitesse de vaccination à grande échelle", a-t-elle toutefois ajouté. Pour 2023, la Banque du Portugal prévoit une croissance de 2,4%. L'an prochain, les exportations devraient rebondir de 9,2% après une chute de 20,1% en 2020. La banque centrale s'attend à une inflation de 0,3% en 2021 après un recul des prix de 0,2% cette année. Le taux de chômage devrait augmenter de 7,2% en 2020 à 8,8% en 2021.

APS

AFRIQUE - HYDROCARBURES

La suspension des financements britanniques est "contre-productive" (AEC)

La Chambre africaine de l'Energie (AEC) a estimé mercredi que la dernière décision du Royaume-Uni de suspendre le financement de nouveaux projets pétroliers et gaziers était "mal fondée" et "contre-productive". "La décision du Royaume-Uni intervient à un moment où les gouvernements occidentaux devraient, en fait, augmenter leurs investissements en Afrique plutôt que de se concentrer sur de l'aide étrangère dont nous n'avons pas besoin", écrit la Chambre dans un communiqué.

Le Royaume-Uni a récemment déclaré, à l'occasion du 5e anniversaire de l'Accord de Paris, qu'il cesserait de

soutenir et de financer tout nouveau projet pétrolier, gazier et de charbon.

L'AEC a fait remarquer, à ce propos, que les pays africains doivent "continuer à travailler dur pour épargner pour l'avenir, diversifier leurs économies grâce à la monétisation du gaz et améliorer la vie des Africains".

Toutefois, "nous poursuivrons notre engagement à trouver des solutions au défi mondial du changement climatique et en même temps, nous continuerons à être un contributeur majeur aux économies de l'Afrique par le biais des contributions fiscales, de l'emploi et de l'achat de biens et de services auprès

des entreprises de tout le pays", souligne cette institution basée à Johannesburg.

La Chambre a appelé, par ailleurs, l'industrie de l'énergie, et plus particulièrement les sociétés pétrolières et gazières opérant en Afrique, à faire un "meilleur travail lorsqu'il s'agit de communiquer leurs efforts pour réduire les émissions de carbone, la pauvreté énergétique, créer des opportunités pour les entreprises locales, sortir les gens de la pauvreté et mettre les pays sur la voie d'un avenir meilleur pour empêcher l'exode continu de gros fonds du secteur et de l'Afrique".

LIBYE

La production de pétrole a plus que doublé en novembre (Opep)

La production de pétrole libyenne a plus que doublé en novembre à la suite du cessez-le-feu signé dans le pays, en proie au chaos depuis des années, a indiqué lundi l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La production totale des membres de l'Opep a progressé de quelque 0,7 million de barils par jour (mb/j) en novembre par rapport à octobre, pour atteindre 25,109 mb/j, selon des sources indirectes citées dans son rapport mensuel sur le pétrole.

Cette hausse est pour l'es-

sentiel due à un bond de 656.000 barils par jour de la production libyenne, qui a plus que doublé en un mois pour atteindre 1,108 mb/j en novembre.

Sa production n'était encore que de 155.000 barils par jour en septembre. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et la production pétrolière avait été affectée par les troubles ces dernières années. La Libye fait partie des pays de l'Opep exemptés de quotas de production, au moment où les

membres de l'Opep et leurs alliés au sein de l'Opep+, notamment la Russie, limitent volontairement leur production pour soutenir les cours. Les membres de l'Opep+ se sont mis d'accord début décembre pour "restituer progressivement" au marché les quelque 2 millions de barils par jour prévus en début d'année prochaine, en commençant par 500.000 barils quotidiens en janvier. La demande pétrolière, déprimée par la pandémie de Covid-19, restera toutefois incertaine l'an prochain, met en garde l'Opep

lundi dans son rapport. Le rebond de la demande pétrolière mondiale en 2021 a ainsi été révisé en baisse de 0,35 mb/j à 5,90 mb/j, après une chute de 9,77 mb/j attendue cette année.

"Les incertitudes demeurent élevées, essentiellement en ce qui concerne le développement de la pandémie de Covid-19 et le déploiement des vaccins, ainsi que les effets structurels du Covid-19 sur les comportements des consommateurs, en particulier dans le secteur des transports", notent les auteurs du rapport.

AUTOMOBILE

Mercedes-Benz annonce le démarrage de la production d'un véhicule 100% électrique en Hongrie

Le constructeur allemand Mercedes-Benz, filiale du groupe Daimler, a annoncé lundi le démarrage, dans quelques mois, de la production d'un véhicule 100% électrique en Hongrie, un projet retardé par la pandémie de Covid-19. "Grâce à un investissement de plus de 100 millions d'euros, la première voiture purement électrique à être fabriquée dans le pays pourra démarrer à l'automne 2021", a déclaré Christian Wolff, directeur de l'usine de Kecskemet (centre).

Le constructeur dit ainsi poursuivre son "offensive électrique sur le

segment des voitures compactes".

Daimler, contraint de brider rapidement ses émissions de CO2 pour respecter la réglementation européenne, redouble d'efforts pour électrifier son offre, un domaine où toute la branche automobile allemande peine à rattraper son retard sur l'américain Tesla.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a salué cette annonce, "au moment où l'épidémie de coronavirus pose des défis extraordinaires aux pays et aux entreprises du monde entier". Le secteur

automobile est d'une importance primordiale pour l'économie de la Hongrie, fortement touchée par la pandémie.

Outre Mercedes-Benz, qui emploie 4.400 salariés sur le site de Kecskemet opérationnel depuis 2012, d'autres groupes allemands sont implantés en Hongrie.

Audi, filiale de Volkswagen, dispose d'une usine à Győr (ouest) depuis 1993, avec 13.000 employés, alors que BMW a entamé la construction d'un site à Debrecen (est), là aussi avec du retard du fait de la crise sanitaire.

SOLIDARITÉ

Bouira : lancement d'une campagne de collecte de vêtements chauds

Une initiative de collecte de vêtements chauds a été lancée par l'Association des secouristes de Bouira pour aider les sans-abris et les familles démunies dans les villages isolés, à faire face à la vague de froid en cette période d'hiver, a indiqué le président de l'association Kamel Chaâbane-Chaouche.

"Nous avons lancé des appels sur les réseaux sociaux ainsi que sur la radio locale de Bouira pour une collecte de vêtements chauds auprès des personnes désirant faire un don pour aider les sans-abris ainsi que les familles démunies dans les villages enclavés", a expliqué M. Chaâbane-Chaouche.

Deuxième du genre à Bouira, cette initiative a débuté depuis cinq jours et se poursuivra durant 15 jours, a souligné le président de l'association à l'APS en ajoutant "nous invitons toutes les familles voulant faire un don pour aider ces familles à se rapprocher de notre siège sis à la cité Hai Thaoura de la ville Bouira. Il y a des familles qui l'ont fait déjà", a-t-il dit. Une fois une quantité appréciable de vêtements chauds collectée, l'association compte faire une caravane pour sillonner des villages afin de les distribuer sur les familles démunies en quête de soutien notamment en cette période de froid et pandémie.

"Nous n'avons pas encore décidé où nous allons faire cette caravane, nous devons d'abord collecter une quantité suffisante pour pouvoir lancer l'opération de distribution", a encore expliqué M. Chaâbane-Chaouche.

En 2019, cette même association a sillonné plusieurs villages notamment Imerkalan, Maâdhi, et Tizi L'kiss ainsi des localités relevant de la commune de Haïza, pour aider les familles, selon les détails fournis par la même source.

A Bouira, un froid glacial règne sur toute la région notamment dans les localités montagneuses et enclavées. Beaucoup de familles pauvres n'ont pas les moyens pour en faire face. "Ce genre d'initiatives est louable. Elles doivent se reproduire aussi dans les autres wilayas pour aider cette frange sociale à surmonter les affres du froid hivernal", a souligné M. Chaâbane-Chaouche.

STUPÉFIANTS

Tipaza: arrestation d'un individu et saisie de plus de 4 kg de produits stupéfiants

Les éléments de la police judiciaire de Fouka relevant de la Sûreté de wilaya de Tipaza ont procédé à l'arrestation d'un trentenaire en possession de plus de 4 kg de produits stupéfiants, a indiqué lundi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

L'opération a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations vérifiées faisant état d'un individu suspecté à Fouka s'adonnant au trafic de stupéfiants", précise-t-on de même source. La perquisition du domicile du suspect, menée sur autorisation du parquet territorialement compétent, a permis de saisir une quantité de 4,100 kg de produits stupéfiants sous forme de plaquettes, ainsi qu'à l'arrestation de l'individu en question.

Le mis en cause a été présenté devant le parquet de la République compétent qui a ordonné son placement en détention, a conclu la même source.

ENVIRONNEMENT

Oran : classement des dunes du littoral d'Aïn El Turck zone naturelle protégée

Les autorités de wilaya d'Oran ont élaboré récemment un arrêté portant classement "site naturel protégé" des dunes des communes côtières d'Aïn El Turck, Bousfer et El Ançor qui s'étendent sur une superficie de 648 hectares, selon un communiqué de la Direction de l'environnement

L'arrêté de wilaya paru le 25 novembre dernier classe cette bande sableuse du littoral en tant que site naturel exceptionnel, ce qui interdit son exploitation et toute autre atteinte conduisant à sa dégradation, comme spécifié dans le communiqué.

Le classement de ce site d'intérêt est une initiative du ministère de tutelle ayant fait l'objet d'une proposition de la commission nationale des domaines protégés conformément à la loi relative aux domaines protégés dans le cadre du développement durable, a-t-on souligné, indiquant que le domaine protégé est scindé en trois zones, à savoir une bande centrale, une bande de séparation et une bande de passage.

L'arrêté du wali interdit toute activité, à l'exception des activités de recherche scientifique dans la zone centrale qui contient des richesses faunistiques et floristiques uniques. Pour ce qui est de la bande de séparation qui ceinture la zone centrale, il sera permis d'effectuer des travaux écologiques des ressources vivantes, à savoir l'éducation écolo-



gique et de détente, l'écotourisme, la recherche appliquée et la recherche fondamentale, de même qu'elle sera ouverte au public pour des visites guidées, a-t-on fait savoir. L'arrêté, est-il souligné dans le document de la Direction de l'environnement, "ne permet aucun changement ou travail qui risque de provoquer un déséquilibre dans la bande de séparation", relevant que la bande de passage qui ceinture la zone de séparation peut être utilisée en tant que lieu pour effectuer divers

travaux de développement environnemental et des activités de détente, de repos, de loisirs et de tourisme. Les activités inhérentes à la recherche scientifique, le suivi sur le terrain, les études et la mobilité pour des raisons de détente, de repos, de loisirs et de tourisme, auront besoin d'une autorisation préalable des services de la Direction de l'environnement de la wilaya en qualité d'instance de gestion du domaine protégé, a-t-on expliqué de même source, avant de préciser qu'il y a

une procédure pour présenter, à la Direction de l'environnement, des rapports cycliques sur les activités réalisées.

L'arrêté interdit également l'ensemble des activités portant atteinte au site dont le rejet des déchets et de matières nocives et polluées et l'atteinte aux animaux, notamment durant la période de procréation et de migration, de même que toute prospection, chasse et l'ensemble des activités prohibées dans les espaces naturels et écologiques.

AIN TÉMOUCHENT

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Les éléments de la sûreté urbaine extérieure de la commune de Sidi Benadda (Ain Témouchent) ont démantelé un réseau criminel de trafic de drogue avec la saisie de 2,376 kg de kif traité et l'arrestation de trois mis en cause, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Agissant sur informations parvenues à la police de Sidi Benadda faisant état d'activités suspectes d'un réseau criminel activant dans le trafic de drogue en milieu des jeunes, les investigations déclenchées



ont permis d'identifier les trois mis en cause.

La surveillance des mouvements des trois prévenus a permis de les arrêter dans la commune de Sidi Benadda à bord d'un véhicule touristique en possession de la quantité de drogue saisie conditionnée dans 23 plaquettes, de même qu'une somme de 468 500 DA, a-t-on fait savoir.

Les trois inculpés âgés entre 25 et 40 ans ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Ain Témouchent qui les a placés sous mandat de dépôt.

SOUK AHRAS

Octroi d'aides financières au profit de 400 artisans

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Souk Ahras a procédé à la distribution d'aides financières au profit de 400 artisans affectés par les répercussions de l'épidémie de la Covid-19, a-t-on appris lundi, du chef de service chargé de la formation et d'apprentissage au sein de cette Chambre, Mohamed-Tayeb Kafassa. "Ces aides, effectuées en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, s'inscrivent dans le cadre de la décision ministérielle du 12 décembre 2020 précisant les modalités de mise en œuvre du décret exécutif, faisant état de l'octroi d'une aide financière au profit des professions touchées par les effets de la pandémie de Covid-19", a-t-il affirmé en marge d'une session de for-

mation consacrée aux techniques et à l'art de la photographie numérique, organisée au siège de la CAM, au profit de 16 jeunes. Le même responsable a déclaré que ces aides financières, s'élevant à 30 000 dinars par mois, versés pendant une période de 3 mois consécutifs à chaque bénéficiaire, cible dans une première étape 168 artisans, ajoutant que cette opération est destinée aux artisans activant dans les domaines de la menuiserie, la plomberie, la couture, la confiserie et bien d'autres métiers.

Parallèlement à cela, la même source a souligné que les responsables de la CAM de Souk Ahras ont préparé un programme comprenant la tenue de sessions de formation au profit des jeunes et de porteurs de projets dans plu-



sieurs spécialités, notamment le montage d'équipements de production d'énergie solaire, la peinture, le travail du plâtre, la coiffure (hommes et femmes), la broderie électronique, en plus de la photographie numérique,

et ce, sous la supervision de spécialistes. La Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Souk Ahras comptait 4 210 artisans, jusqu'à la fin du mois de novembre 2020.

UNESCO

Le manque de financement freine le développement des recherches sur le milieu marin (UNESCO)

Le manque de financement freine le développement et la mise en application des recherches sur le milieu marin, dont les applications sont pourtant considérables, s'inquiète l'UNESCO, alors que va s'ouvrir la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service d'un développement durable 2021-2030.

Ce deuxième Rapport mondial sur les sciences océaniques, publié par la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, note que les Etats ne consacrent en moyenne que 1,7% de leurs budgets de recherche aux sciences de l'océan (de 0,03% à 11,8%, selon les pays), soit beaucoup moins que dans les autres grands domaines scientifiques.

Ce manque d'investissement est d'autant plus difficile à justifier que les océans ont un rôle fondamental dans la question du climat et de la biodiversité.

"Notre connaissance des océans est un élément clé pour l'avenir de l'humanité", estime la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, rappelant que le rapport mondial sur les sciences océaniques 2020 "souligne le caractère fondamental de la recherche et de la coopération internationale



sur les océans pour toutes les questions clés du 21e siècle".

Selon le document onusien, les budgets consacrés aux sciences océaniques varient considérablement d'un pays à l'autre et dans le temps. Au-delà de ces choix budgétaires, la communauté internationale a pris l'engagement de parvenir d'ici à 2030, à une exploitation raisonnable des océans en sous-

crivant à l'Objectif de développement durable (ODD) numéro 14 de l'agenda 2030.

Pourtant, seule une minorité d'entre eux ont défini une stratégie spécifique pour y parvenir, ajoute le rapport.

Soulignant l'accroissement de la collaboration internationale entre océanographes, l'étude appelle aussi au renforcement des partenariats Sud-Sud et Nord-Sud,

notamment par des transferts de technologie. Elle révèle aussi le besoin crucial de formation dans les divers domaines de la gestion des océans, et que les Etats ne sont pas suffisamment équipés pour gérer leurs informations, ce qui entrave leur libre accès. Le partage de ces données, comme un bien commun de l'humanité, devra figurer parmi les priorités de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques, en lien avec le travail de l'UNESCO vers un instrument légal international sur la science ouverte, selon l'institution onusienne.

Le prochain rapport envisagé pour 2025, devrait permettre d'évaluer les conséquences du nouveau coronavirus et des pandémies sur les capacités humaines et techniques dans le domaine des sciences océanographiques, estime la COI.

Il permettra aussi de dresser un bilan à mi-parcours de la Décennie pour les sciences océaniques.

EMPLOI

Les travailleurs migrants gagnent moins que les nationaux dans de nombreux pays riches (OIT)

Les migrants gagnent en moyenne près de 13% de moins que les travailleurs nationaux dans les pays développés, selon un nouveau rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT), publié lundi à Genève, notant que dans certains pays, l'écart atteint même 42%. Selon cette étude, reprise par le site officiel de l'ONU, les travailleurs migrants gagnent moins que les travailleurs nationaux ayant des qualifications similaires dans la même catégorie professionnelle. C'est le cas dans certains pays comme Chypre, l'Italie et l'Autriche où l'écart entre les salaires horaires est plus élevé. Cette agence onusienne basée à Genève, souligne aussi, que l'inégalité salariale des migrants "s'est creusée" ces cinq dernières années dans plusieurs pays à revenu élevé. En Italie par exemple, les travailleurs immigrés gagnent 30% de moins que les travailleurs nationaux selon les données récentes, contre 27% en 2015. Au Portugal, l'écart salarial est de 29% contre 25% en 2015 et, en Irlande, il est de 21% contre 19% en 2015.

Et dans l'ensemble de l'Union européenne (UE), l'écart salarial approche les 9%. "Les travailleurs migrants jouent un rôle fondamental dans de nombreuses économies. Ils ne peuvent pas être considérés comme des citoyens de seconde zone", a déclaré la Cheffe du service des migrations de main-d'œuvre, Michelle Leighton. Selon la responsable, les travailleurs migrants font souvent face à une inégalité de traitement sur le marché du travail, notamment en ce qui concerne les salaires, l'accès à l'emploi et à la formation, les conditions de travail, la sécurité sociale et les droits syndicaux.

D'une manière générale, ils sont davantage susceptibles d'occuper des emplois peu qualifiés et mal rémunérés qui ne correspondent pas à leur formation ni à leurs compétences, ce qui pourrait indiquer une discrimination au cours du processus de recrutement. Dans les pays à revenu élevé, les travailleurs migrants diplômés de l'enseignement supérieur ont également moins de chances d'obtenir un emploi dans les catégories professionnelles supérieures, selon la même source. Aux Etats-Unis et en Finlande par exemple, alors que les parts des travailleurs migrants ayant un niveau d'études secondaires est respectivement de 78 et 98%, la part des travailleurs migrants dans les emplois hautement ou semi-qualifiés n'est que de 35 et 50%. Le plus souvent, il n'existe pas de mécanisme reconnaissant les qualifications des travailleurs migrants. L'OIT évoque également l'écart de rémunération entre les nationaux hommes et les femmes migrantes dans les pays à revenu élevé, estimé à près de 21% en termes de salaire horaire. D'une manière générale, le rapport montre que, dans les pays à revenu élevé, les migrants sont plus susceptibles d'occuper un emploi précaire. Près 27% d'entre eux ont des contrats temporaires et 15% travaillent à temps partiel. Ils sont représentés de manière disproportionnée dans le secteur primaire (agriculture, pêche et foresterie).

Ils occupent également la majorité des emplois du secteur secondaire: mines et carrières, production manufacturée, électricité, gaz et eau, et construction. Plus largement, les migrants sont confrontés à des problèmes de discrimination et d'exclusion dans tous les pays. Une situation qui s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19.

Comme le montre l'étude de l'OIT, la crise du coronavirus a eu des effets sanitaires et économiques plus importants sur les travailleurs migrants que sur le reste de la population active. Au début de la crise sanitaire, des dizaines de millions de travailleurs migrants ont été contraints de rentrer chez eux après avoir perdu leur emploi. En revanche, dans les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire, la situation s'inverse. Les travailleurs migrants sont généralement des expatriés temporaires hautement qualifiés. Ils ont tendance à gagner environ 17,3% de plus à l'heure que les travailleurs non migrants, selon l'OIT.

APS

RUSSIE

Incendie dans une maison de retraite : 11 morts

Onze personnes ont été tuées dans un incendie survenu dans la nuit de lundi à mardi dans une maison de retraite au Bachkortostan, dans l'Oural, a indiqué le Comité d'enquête russe dans un communiqué.

Une enquête pour violation des règles de sécurité ayant entraîné la mort par imprudence a été ouverte, selon le communiqué de ce principal organisme

chargé des enquêtes criminelles en Russie. Au moment de l'incendie, qui s'est déclaré en pleine nuit dans cette maison en bois avec mansarde dans le village d'Ichbouldino selon les services de secours, 15 personnes au total se trouvaient à l'intérieur, précise le communiqué. Quatre personnes ont pu quitter le bâtiment en flammes, alors que "les corps des 11 autres ont été découverts" par les

pompiers, selon la même source. Enregistré comme "maison de charité", l'établissement fournissait des services d'assistance sociale aux personnes âgées, sans toutefois avoir l'autorisation de les loger dans ce bâtiment, a affirmé l'agence de presse russe Interfax en citant l'administration locale. Les explosions ou incendies accidentels et meurtriers sont relativement courants en Russie.

CANADA

313 millions d'euros comme aide aux pays en développement contre le Covid-19

Le Canada a annoncé lundi une aide de 485 millions de dollars canadiens (313 millions d'euros) pour aider les pays en développement dans leur lutte contre le Covid-19.

De cette somme, 230 millions de dollars iront au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour l'achat d'environ 3 millions de traitements à base de nouveaux anticorps thérapeutiques, dès que les essais cli-

niques seront terminés et les homologations reçues, a annoncé Karina Gould, ministre canadienne du Développement international. "Plus vite nous pourrions mettre les tests, les traitements et les vaccins à la disposition des populations, plus vite cette pandémie pourra être maîtrisée", a commenté Mme Gould, lors d'un point presse. Ottawa va également investir 255 mil-

lions de dollars supplémentaires en soutien au mécanisme mis en place par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la distribution de vaccins et de produits thérapeutiques, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes, a ajouté Mme Gould.

Ce mécanisme appelé ACT-Accelerator doit permettre de distribuer équitablement dans le monde enti er

les vaccins et autres traitements éventuels. Mais pour cela il faut 4,3 milliards de dollars immédiatement, selon l'OMS, qui déplore le manque de fonds reçus.

Ces contributions vont porter au total à 865 millions de dollars canadiens (555 millions d'euros) l'aide annoncée jusqu'à maintenant par le Canada pour combattre la pandémie dans les pays en développement.

CHINE - PALAOS

Les Palaos saisissent un navire de pêche chinois

Les Palaos (ouest de l'océan Pacifique) ont annoncé avoir saisi un navire chinois et son équipage de 28 personnes qui pêchait illégalement, créant une délicate situation diplomatique pour cet archipel situé en Micronésie et allié du rival de la Chine, Taïwan.

Le navire a été saisi par une patrouille au Récif de Hélène, dans les eaux territoriales de Palaos, puis escorté jusqu'à l'île de Koror, qui abrite l'ancienne capitale du même nom et constitue le centre commercial de l'archipel, selon la direction des garde-côtes.

"Ils ont du concombre de mer, environ 225 kg", a déclaré lundi le directeur des garde-côtes, Victor Remengesau, en sou-

lignant que les 19 membres de la patrouille qui a saisi le navire chinois avaient été placés en quarantaine à Palaos, l'un des rares endroits au monde à demeurer préservés de la pandémie de coronavirus. Le directeur des garde-côtes, Victor Remengesau, frère du président sortant de Palaos Tommy Remengesau, a expliqué qu'aucune décision n'avait été prise à ce stade sur une éventuelle inculpation des pêcheurs chinois. "C'est l'une des choses dont nous discutons en ce moment", a-t-il dit.

"On nous a dit qu'on ne souhaitait pas qu'ils restent ici plus que le strict nécessaire". Les Palaos ont banni la pêche commerciale dans ses eaux territoriales afin

de protéger la faune et la flore sous-marines. Les frontières de cet archipel, situé à environ 1.500 kilomètres à l'est des Philippines, sont fermées depuis mars pour se protéger de la pandémie de coronavirus.

Particulièrement vulnérables du fait de la faiblesse de leurs systèmes de santé, nombre de nations du Pacifique ont rapidement adopté une telle mesure, en dépit de son coût économique. Les îles et territoires de Kiribati, Micronésie, Nauru, Palaos, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu semblent également ne pas être touchés par le coronavirus.

Les îles Marshall et Salomon ont enregistré leurs premiers cas en octobre.

M'SILA

Djerad pose la première pierre d'un hôpital de 240 lits

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a posé mardi à M'sila la première pierre d'un hôpital de 240 lits, qui abritera plusieurs services dont notamment celui des urgences médicales.

A cette occasion, le Premier ministre a mis l'accent sur l'impératif d'œuvrer à réaliser "une structure de santé moderne disposant de toutes les conditions et commodités devant lui permettre d'être promu, dans le futur, en un Centre hospitalo-universitaire", saluant la désignation de l'entreprise Cosider comme l'entreprise réalisatrice de ce projet.

In situ, M. Djerad a instruit les responsables locaux à l'effet d'œuvrer à préparer d'ores et déjà la phase équipement de cet hôpital et la ressource humaine médicale, paramédicale et administrative, à mobiliser pour la mise en service de cette structure.

"Il est impératif de se projeter dans le futur et de penser à l'équipement et au personnel affecté à cet hôpital qui devra être mis en service dès le parachèvement des travaux", a ajouté le Premier ministre.

Le délai de réalisation du nouvel hôpital de M'sila totalisant 240 lits est de 32 mois, selon les explications fournies au Premier ministre.

Cette structure de santé a nécessité la mobilisation d'un investissement public de l'ordre de 4,6 milliards de dinars et abritera plusieurs services dont celui des urgences médicales.

Le Premier ministre est accompagné au cours de sa visite de travail dans la wilaya de M'sila, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri et le Conseiller du Président de la République, Abdelhafid Allahoum.

VIRUS - DÉPISTAGE

Oum El Bouaghi : un appareil de dépistage de la Covid-19 pour l'hôpital Mohamed Boudiaf

Un appareil de dépistage de la Covid-19 par technique PCR (polymerase chain reaction) sera installé "avant la fin de la semaine en cours" à l'hôpital Mohamed Boudiaf de la ville d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris lundi, du chargé de gestion de la direction de la santé et de la population, Saïd Bouchama.

Des techniciens de l'entreprise importatrice assureront l'installation de cet appareil au laboratoire central de cet hôpital, a indiqué la même source. L'acquisition de cet équipement dont les services bénéficieront à la population de la wilaya a été faite par le budget de la wilaya pour un montant d'environ 13 millions DA, a précisé le même responsable. Quatre médecins spécialistes en bactériologie et microbiologie superviseront les tests de dépistage du Covid-19, selon encore la même source qui a ajouté que le nouvel appareil fonctionne avec des consommables d'une valeur de 230.000 DA chacun et chaque consommable dispose d'une capacité de 96 tests.

C O R O N A V I R U S

468 nouveaux cas, 419 guérisons et 14 décès

Quatre cent soixante huit (468) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 419 guérisons et 14 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi à Alger, le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 93.065 dont 468 nouveaux cas, soit 1,1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2623 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 61.307, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 17 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 14 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 46 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même respon-



sable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen

vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant

l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Le vaccin sera "forcément gratuit pour tous" (ministre)

Le vaccin préconisé contre le Coronavirus sera "forcément gratuit pour tous", a annoncé, lundi à Alger, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, réitérant la démarche "prudentielle" de l'Algérie quant au choix de ce produit lequel n'est pas encore "fait".

"Je ne m'engage pas dans des décisions régaliennes.

Néanmoins, la médecine a toujours été gratuite en Algérie, pourquoi voudriez-vous qu'on fasse payer les citoyens pour un péril?"

Le vaccin contre la Covid-19 sera donc forcément gratuit pour toutes les catégories de la population", a rétorqué le ministre à une interpellation de la presse, en marge d'une rencontre virtuelle, abritée par le siège de son département, portant sur "l'accès équitable aux vaccins contre la Covid-19 en Afrique".

Aux côtés du Pr Benbouzid, étaient présents à cette rencontre de deux jours le ministre délégué à la Réforme hospitalière, Pr Smail Mesbah, ainsi qu'un représentant du ministre des Finances.

Tout en soulignant que "l'annonce du choix et de la date du vaccin relève des attributions du président de la République ou du Premier ministre", le

ministre de la Santé a rappelé que ce sont ces derniers qui "arbitreront" le choix qui leur aura été soumis par le Comité scientifique ad hoc, précisant que, pour le moment, "le choix définitif n'a pas encore été fait".

"A ce jour, nous avons entrepris un travail de classement des paramètres de qualité, de prix...etc, parmi les vaccins les plus avancés.

Peut-être que dans quelques jours, un vaccin donnera de meilleurs résultats que d'autres", a-t-il explicité, soulignant l'existence, à ce jour, de quelques 321 initiatives de recherches de vaccins dans le monde.

Réaffirmant la démarche "prudentielle" du pays quant au choix du remède anti-Coronavirus, le même responsable a réitéré la décision de l'Algérie d'attendre que le produit soit "qualifié", à la lumière des expériences des pays déjà engagés dans la vaccination, rappelant la réduction de la phase 3 des expérimentations opérée par les laboratoires en raison de "l'urgence" sanitaire mondiale.

Interrogé sur le dispositif logistique lié à la vaccination, le ministre a estimé que "si le vaccin sera similaire aux produits que l'Algérie a l'habitude d'utiliser, cela ne posera aucun problème", rappelant que le pays "a eu à vacciner 10.000 enfants en une semaine". En

revanche, si le choix est porté sur un autre vaccin, il y a "toute une logistique qui est en train d'être étudiée" s'agissant, entre autres, de son transport et de son conditionnement, a-t-il indiqué, avant de rappeler que la stratégie mise en place à cet effet est axée sur deux "Task Force".

L'un, qu'il préside lui-même, est relative au choix, au prix et à la stratégie de vaccination, alors que la seconde, impliquant divers départements ministériels, est chargée des aspects liés essentiellement à l'acquisition, au conditionnement et à l'acheminement du produit en question.

La rencontre, dédiée à l'accès des pays africains aux vaccins contre le Coronavirus, discutera du financement, de l'achat ainsi que "des stratégies de distribution, d'engagement communautaire et de communication" dans le souci de garantir la prise en charge du vaccin dans les Etats du continent, indiquent ses organisateurs.

Elle réunit 1500 participants, dont les ministres de la Santé et des Finances du continent, en sus du Commissaire aux Affaires sociales de l'Union africaine (UA), des représentants de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des décideurs politiques des Etats membres et des chercheurs.

CORONAVIRUS - VACCINATION

Mostaganem: un plan opérationnel et logistique de vaccination

Un plan opérationnel et logistique de vaccination contre le Coronavirus est en phase d'élaboration dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris lundi du directeur de la santé et de la population, Mohamed Tewfik Khelil a indiqué que la commission de wilaya chargée de la préparation de l'opération de vaccination contre le virus Corona a été installée le week-end dernier et procède à un inventaire de tous les moyens opérationnels et logistiques.

Ces moyens incluent les capacités de stockage du vaccin au niveau des établisse-

ments publics et privés, en plus d'engager le tissu économique qui contribuera à cette opération "qualitative" suite à un recensement de sept entrepôts dotés de moyens de froid au niveau du secteur sanitaire public, ce qui offre la possibilité de mettre en place une unité centrale de stockage, a-t-on fait savoir. Les dix dairas au niveau local se sont également lancés dans une vaste opération de recensement de toutes les structures des secteurs de l'éducation, de la jeunesse et des sports, de la formation et de l'enseignement professionnels et de

l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en plus des collectivités locales, auxquels il est possible de recourir dans les opérations de vaccination.

Ces unités secondaires s'ajoutent à celles de vaccination de base qui ont été inventoriées dont 78 unités fixes qui peuvent être renforcées en fonction de la situation par les unités mobiles de la protection civile, selon la même source.

Ce plan porte, dans une première phase, sur la mobilisation d'au moins 12 camions pour assurer le transport quotidien du vac-

cin vers les différentes unités de vaccination, le recrutement de tous les moyens humains pour les services de santé et la formation de toutes les équipes en charge de cette opération.

Abordant la situation épidémiologique actuelle, M.

Khelil a souligné que les cas de contamination sont en nette régression depuis le début du mois de décembre, faisant savoir que les trois services Covid (Mostaganem, Sidi Ali et Ain Tédelès) suivent actuellement 140 cas confirmés et autres suspects.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 1.621.397 mort

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.621.397 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 72.761.200 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 46.866.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de lundi, 8.272 nouveaux décès et 537.261 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.386 nouveaux morts, la Russie (577) et l'Allemagne (500).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 300.479 décès pour 16.519.616 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 6.298.082 personnes y ont été déclarées guéries.



Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 181.835 morts et 6.927.145 cas, l'Inde avec 143.709 morts (9.906.165 cas), le Mexique avec 114.298 morts (1.255.974 cas), et

l'Italie avec 65.011 morts (1.855.737 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 156 décès

pour 100.000 habitants, suivie par le Pérou (111), l'Italie (108), la Bosnie (103) et la Macédoine du Nord (103).

L'Europe totalisait mardi à 11H00 GMT 485.475 décès pour 22.428.120 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 472.868 décès (14.104.251 cas), les Etats-Unis et le Canada 313.958 décès (16.983.929 cas), l'Asie 206.332 décès (13.155.038 cas), le Moyen-Orient 85.471 décès (3.666.782 cas), l'Afrique 56.651 décès (2.392.512 cas), et l'Océanie 942 décès (30.575 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

CANADA

La campagne de vaccination lancée

Le Canada a lancé lundi une vaste campagne de vaccination contre le Covid-19 à Québec, Montréal et Toronto, moins d'une semaine après l'approbation du vaccin Pfizer-BioNTech par les autorités canadiennes.

Les caméras de télévision ont d'abord montré vers 12H00 locales une première vaccination en direct d'un hôpital de Toronto, celle d'une aide-soignante d'une maison de retraite de la métropole, Anita Quidangen.

Une heure plus tard, le ministre québécois de la Santé annonçait que Gisèle Lévesque, une femme de 89 ans, avait été vaccinée peu après 11h30 dans un centre pour personnes âgées de la ville de Québec.

"Je vous annonce que ce matin on a fait à Québec la première vaccination, probablement la première au Canada", s'est félicité Christian Dubé, lors d'un point presse, soulignant une "grande journée, historique pour le Québec". M. Dubé, flanqué de la ministre fédérale de la Santé Patty Hajdu, s'exprimait devant la résidence pour personnes âgées Mainmonides de Montréal, où ont également eu lieu de premières vaccinations. "Environ 5.000 personnes", selon M. Dubé, devraient être vaccinées au cours des prochains jours à Québec et Montréal, des employés et des pensionnaires de maisons de retraite. Les Etats-Unis, pays voisin et le plus endeuillé par le coronavirus, ont eux aussi commencé à vacciner lundi matin. "Aujourd'hui, nous avons vraiment passé un cap", a souligné le Dr Kevin Smith, président du Réseau de santé universitaire de Toronto (University Health Network) en félicitant les cinq premiers soignants ayant reçu le vaccin du duo américano-allemand.

L'Ontario, province la plus peuplée du Canada et l'une des plus touchées par la pandémie, comptait 1.940 nouveaux cas et 23 morts lundi tandis que de nouvelles régions entraient en confinement.

L'Ontario devrait administrer ses prochaines doses à des employés de maison de retraite en priorité, selon les médias.

Dans cette province, comme au Québec, la plupart des décès survenus au cours de la première vague ont été enregistrés dans les maisons de retraite.

Le Canada, troisième pays à avoir approuvé le vaccin Pfizer après le Royaume-Uni et Bahreïn, doit recevoir jusqu'à 249.000 doses d'ici la fin du mois.

Les autorités s'attendent à recevoir six millions de doses des vaccins Pfizer-BioNTech et Moderna --en cours d'homologation-- au premier trimestre 2021, permettant de vacciner trois millions de personnes en deux doses.

La plupart des Canadiens devraient être vaccinés en septembre 2021, a promis le Premier ministre Justin Trudeau.

Près d'un Canadien sur deux (48%) veut se faire vacciner "aussitôt que possible", contre 40% il y a un mois, selon un sondage réalisé en ligne auprès de 1.603 Canadiens du 8 au 11 décembre par l'institut Angus Reid.

Un Canadien sur sept (14%) ne veut pas se faire vacciner.

La deuxième vague de la pandémie s'est accélérée ces dernières semaines au Canada et le pays recensait lundi au total 464.313 cas de coronavirus et 13.479 morts.

ETATS-UNIS

La barre des 300.000 morts dépassée (Johns Hopkins)

Plus de 300.000 personnes sont décédées du Covid-19 aux Etats-Unis, selon un relevé lundi du comptage de l'université Johns Hopkins, le jour du lancement d'une campagne de vaccination massive dans le pays le plus endeuillé au monde.

La première puissance économique mondiale continue d'enregistrer record sur record, dépassant régulièrement les 200.000 cas quotidiens et les 2.500, voire 3.000, décès par jour. Avec ces 300.000 morts, le pays a perdu l'équivalent de la population de la ville de Cincinnati, dans l'Etat de l'Ohio. Plus de 16 millions de

personnes ont contracté le virus sur le sol américain depuis l'apparition de la pandémie. Mais le bilan réel est sous-estimé en raison du manque de tests au début de la pandémie.

Contrairement à la première vague du printemps - jamais vraiment retombée - puis au rebond enregistré cet été, la flambée actuelle concerne cette fois le pays dans son intégralité. Plus de 109.000 personnes sont actuellement hospitalisées pour cause de Covid-19 aux Etats-Unis, du jamais vu, selon les données du Covid Tracking Project. Les

Américains s'accrochent à l'espoir d'un vaccin. Les premières doses de celui de Pfizer/BioNTech sont arrivées lundi matin dans les centres de vaccination du pays, et une infirmière new-yorkaise est devenue dans la foulée la première Américaine à être vaccinée contre le Covid-19. Les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) ont recommandé que les pensionnaires des maisons de retraite (trois millions de personnes) et les professionnels du secteur de la santé (21 millions) soient prioritaires.

BRÉSIL

Près de 182.000 décès

Le Brésil a fait état lundi de 433 décès liés au COVID-19 au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le bilan à 181.835. Selon le ministère de la Santé, au cours de la même période, les tests ont détecté 25.193 nouveaux cas, pour un total de 6.927.145 depuis que le premier cas a été confirmé en Amérique latine le 26 février à Sao Paulo (sud-est), capitale de l'Etat du même nom.

L'Etat de Sao Paulo, qui compte quelque 46 millions d'habitants, a recensé 44.050 décès et 1.337.016 cas de COVID-19. Plusieurs Etats brésiliens, dont Sao Paulo, Rio de Janeiro, Parana, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, ont suspendu la levée des restrictions de confinement en raison d'une augmentation des hospitalisations en décembre par rapport à novembre.

VACCINATION

L'Amérique lance sa campagne de vaccination

Une infirmière new-yorkaise est devenue lundi la première Américaine à être vaccinée contre le Covid-19, dans ce pays qui a dépassé la barre de 300.000 morts.

Cette vaccination est survenue six jours après les premières vaccinations au Royaume-Uni, premier pays à avoir autorisé l'antidote des laboratoires Pfizer/BioNTech.

Après s'être fait piquer devant les caméras dans un grand hôpital new-yorkais, Sandra Lindsay, infirmière en soins intensifs, a affirmé en souriant "se sentir très bien".

D'autres soignants, notamment en Pennsylvanie, et dans l'Iowa, ont été vaccinés dès lundi matin. La campagne de vaccination américaine, la plus vaste de son histoire, vise en priorité les soignants les plus exposés et les maisons de retraite. Près de trois millions de doses doivent être distribuées d'ici mercredi, avec l'objectif de vacciner quelque 20 millions d'Américains avant fin décembre et 100 millions avant fin mars. Elle débute alors que la pandémie explose dans le pays: plus de 300.000 personnes sont décédées des

suites de la maladie, l'équivalent de la population de la ville de Cincinnati, dans l'Ohio. Et les autorités craignent que les Américains ne baissent la garde. "C'est la lumière au bout du tunnel, mais le tunnel est long", a averti le gouverneur de New York Andrew Cuomo, qui a répété qu'il pourrait avoir à confiner à nouveau New York en cas de menace de saturation des hôpitaux. Le très respecté immunologiste Anthony Fauci a prévenu qu'il fallait s'attendre à devoir porter un masque et respecter la distanciation pendant des mois encore. Si

"on convainc les gens de se faire vacciner (...) et qu'on arrive (à une immunité collective) à la fin du printemps, début de l'été, alors d'ici l'automne on pourra approcher un certain degré de soulagement (...) et une certaine forme de normalité", a-t-il déclaré sur la chaîne MSNBC.

Le Canada a été l'autre grand pays à lancer la vaccination lundi avec l'antidote Pfizer/BioNTech, tandis qu'Abou Dhabi démarrait les injections avec le vaccin du géant chinois du médicament Sinopharm.

VACCINS

L'Unicef demande que les enseignants soient une priorité

Les enseignants doivent figurer parmi les personnels prioritaires lors de la vaccination contre le Covid-19, a réclamé mardi dans un communiqué la directrice du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Henrietta Fore.

"La pandémie de Covid-19 a fait des ravages dans l'éducation des enfants du monde entier.

La vaccination des enseignants est une étape cruciale pour la remettre sur de bons rails", a-t-elle souligné. Les enseignants

devraient avoir "la priorité pour recevoir le vaccin contre le Covid-19, une fois que les personnels de santé en première ligne et les populations à haut risque seront vaccinés.

Cela aidera à protéger les enseignants contre le virus, leur permettra d'enseigner en personne et, en définitive, aidera à garder les écoles ouvertes", a insisté la responsable.

Selon l'Unicef, au pic de la première vague de la pandémie fin avril, "les ferme-

tures d'écoles ont perturbé l'apprentissage de près de 90% des élèves du monde entier". Estimant que les écoles ne sont pas le principal moteur de la transmission communautaire, l'Unicef déplore dans son communiqué qu'aujourd'hui des classes restent fermées "pour près d'un écolier sur 5 dans le monde - soit 320 millions d'enfants". Il faut "faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver l'avenir de la prochaine génération. Cela commence par la protection de ceux en charge de leur

ouvrir la voie vers cet avenir", a fait valoir Henrietta Fore.

"Les conséquences d'une absence ou d'une perturbation prolongée dans l'éducation sont lourdes, en particulier pour les plus marginalisés.

Plus les enfants restent longtemps hors du parcours scolaire, moins ils ont de chances d'y revenir et plus il est difficile pour leurs parents de reprendre le travail", avertit la responsable de l'ONU.

POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE CANCER DU FOIE BROSSEZ-VOUS LES DENTS !

Des chercheurs irlandais ont découvert qu'une mauvaise hygiène dentaire augmentait le risque de cancer du foie de 75%.

Les chercheurs de la Queen's University de Belfast (Irlande) ont étudié les liens entre les problèmes de santé bucco-dentaire et le risque de cancers gastro-intestinaux, notamment le cancer du foie, du côlon, du rectum et du pancréas. Après avoir suivi une cohorte de plus de 499 000 personnes au Royaume-Uni, ils ont découvert qu'une mauvaise santé bucco-dentaire était associée à une augmentation de 75% du risque de carcinome hépatocellulaire, la forme de cancer du foie la plus répandue.

LA BAUTE À LA BACTÉRIE FUSOBACTERIUM NUCLEATUM ?

"Une mauvaise hygiène bucco-dentaire a été associée au risque de plusieurs maladies cardiaques comme les accidents vasculaires cérébraux et le diabète", a expliqué le Dr Haydée Jordão, du Centre de santé publique de l'université Queen's de Belfast, principal auteur de l'étude. "Nous voulions vérifier le lien avec les cancers gastro-intestinaux".

Les mécanismes biologiques par lesquels une mauvaise santé bucco-dentaire peut être davantage associée au cancer du foie sont encore à découvrir. La première explication serait le rôle potentiel du microbiome oral et intestinal dans le développement de la maladie. "Le foie contribue à l'élimination des bactéries du corps humain", a déclaré le Dr Haydée WT Jordão. "Lorsque le foie est affecté par certaines maladies telles que l'hépatite ou la cirrhose cette fonction diminue et les bactéries survivent plus longtemps et peuvent donc causer plus de dommages". Une bactérie en particulier, *Fusobacterium nucleatum*, qui prend naissance dans la cavité buccale, pourrait avoir un rôle dans le développement du cancer.

Une autre explication serait que les personnes qui souffrent de problèmes bucco-dentaires consomment des aliments plus mous et potentiellement moins nutritifs, ce qui influence le risque de cancer du foie.



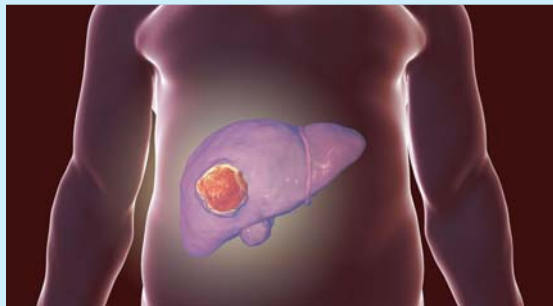
UN ROBOT POUR MIEUX DÉTRUIRE LES MÉTASTASES AU FOIE

Des chirurgiens de Gustave Roussy ont utilisé pour la première fois un robot pour guider la destruction de métastases localisées dans le foie. C'est une première. Pour guider la destruction par micro-ondes de métastases localisées dans le foie d'un patient atteint de cancer, le Pr Thierry de Baere, chef du service d'imagerie thérapeutique de Gustave Roussy, et son équipe, ont utilisé un robot.

"La procédure s'est parfaitement déroulée. Le robot a rempli sa mission avec succès. Le premier patient va bien, il est sorti de l'hôpital dès le lendemain" a expliqué le Pr de Baere.

TRAITER LES MÉTASTASES DU FOIE SANS OUVRIR

Une métastase du foie est une tumeur qui provient d'un cancer qui s'est développé sur un autre organe et qui s'est ensuite propagée au foie. Pour détruire ces métastases sans ouvrir, les chirurgiens font appel à la radio-



logie interventionnelle : des images réalisées avant l'intervention permettent au radiologue de panifier la position de l'aiguille qui va délivrer le traitement ainsi

que la profondeur et l'axe pour y accéder, sachant que le foie est situé dans une zone très riche en artères et en veines.

"Le robot nous aide en position-

nant l'endroit où insérer l'aiguille à travers la peau ainsi que son inclinaison pour atteindre les métastases sans endommager de tissus" souligne le Pr de Baere. A

partir d'images de scanner 3D, le robot calcule "avec une précision balistique", la meilleure position. Son bras articulé vient se placer à l'endroit précis où le radiologue doit introduire l'aiguille vers la tumeur.

UN ROBOT "MADE IN FRANCE"

Ce "robot" est en fait un dispositif qui combine robotique et analyse d'image. Il a été développé par une entreprise française de robotique médicale, Quantum Surgical, basée à Montpellier. L'intervention pilotée par le Pr de Baere fait partie d'un essai clinique multicentrique qui vise à évaluer la performance et la sécurité de ce dispositif robotique. Au total, 20 patients seront inclus dans 3 centres français.

La première mondiale avait été réalisée début juin au CHU de Montpellier sur une tumeur primitive du foie. A Gustave Roussy, c'est une première réalisée sur des métastases.

Détox : nettoyez votre foie naturellement

Aux changements de saison, un nettoyage du foie permet d'éliminer les toxines accumulées. Une détox particulièrement importante au printemps pour donner la fatigue de l'hiver et apporter un petit coup de fouet à votre organisme.

Le rôle principal du foie est de filtrer le sang : il fait le ménage dans les globules rouges, élimine les déchets et nous aide à digérer les graisses. Le foie est également chargé de capturer les toxines qui se retrouvent dans notre corps quand on mange, fume ou que l'on prend des médicaments.

Nettoyer son foie (on dit aussi drainer son foie) permet donc de l'aider dans sa fonction d'élimination mais cela lui donne aussi un petit coup de fouet nécessaire pour lui permettre de stocker les vitamines (A, D, K, E) dont notre organisme a besoin.

Quelles plantes choisir pour nettoyer son foie naturellement ?

Le radis noir pour nettoyer le foie : on utilise généralement le jus (1 cuillère à soupe de 2 à 6 fois par jour) sans jamais dépasser 100 ml. Si vous n'aimez pas le goût, il existe sous forme de poudre, en gélules.

L'artichaut pour stimuler le foie : en favorisant la sécrétion biliaire, l'artichaut facilite la digestion et prévient ou traite les troubles digestifs. On préconise souvent de prendre 2 g de feuilles séchées, en infusion, 3 fois par jour.

Le pissenlit pour évacuer les toxines : ses feuilles sont reconnues pour leurs bienfaits sur les fonctions biliaires de l'organisme. Elles évacuent les toxines en activant la sécrétion biliaire et par stimulation du foie. On préconise de laisser infuser de 3 à 5 g de feuilles séchées dans une tasse entre 5 et 10 minutes. A prendre jusqu'à 3 fois par jour.

Le boldo pour optimiser la digestion : ses feuilles contiennent une huile essentielle riche en eucalyptol et alcaloïdes qui stimulent la sécrétion de la bile en facilitant son évacuation jusqu'à l'intestin. Laissez infuser 10 minutes dans de l'eau bouillante 1 g de feuilles séchées par tasse (ou utilisez un sachet-dose). Boire une tasse avant les repas (toujours prendre le boldo avant et non après les repas).

Et la cure de citron ? Le citraone le foie de deux façons : il stimule la production de la bile et il facilite la décomposition des graisses et leur évacuation. La digestion est ainsi plus efficace. En outre, ses propriétés diurétiques stimulent l'activité rénale et aide à l'élimination des toxines.

CANCER DU FOIE LES CÉRÉALES COMPLÈTES POUR RÉDUIRE LE RISQUE

Un avantage de plus dans la liste des bienfaits des céréales complètes. Selon une étude américaine, leur consommation jouerait un rôle dans la prévention du cancer du foie.

De par leur richesse en fibres, les céréales complètes favorisent le transit et limitent le temps d'exposition des muqueuses intestinales aux substances cancérigènes présentes dans notre alimentation. Elles participent ainsi à la prévention du cancer colorectal. Et selon une étude américaine publiée dans la revue médicale *Jama Oncology* ce 21 février, elles aideraient aussi à diminuer le risque de cancer du foie. Des céréales complètes en abondance le réduiraient même de 37%.

GRAINS ENTIERS VERSUS CÉRÉALES RAFFINÉES

Les scientifiques ont pour cela suivi les apports en fibres de 125 455 patients américains (77 244 femmes et 48 211 hommes) âgés de 30 ans à 60 ans, et ce durant vingt-quatre ans. Parmi les participants, certains suivaient une alimentation riche en fibres de grains entiers (son et germes de blé). Les volontaires de l'autre groupe consommaient plutôt les fibres contenues dans les céréales raffinées, les fruits et les légumes. Pendant la durée de l'étude, 141 cas de cancer du foie ont été identifiés.

Après analyse des résultats, les chercheurs du Brigham & Women's Hospital et de la Harvard Medical School (États-Unis) ont conclu que des repas riches en son



de blé réduisent le risque de 30%, tandis qu'un régime riche en germes de blé le diminue de 11%. Au contraire, une consommation accrue de fibres provenant des fruits et légumes n'a eu aucune incidence sur le risque.

PROTÉGER DES FACTEURS DE RISQUE CONNUS

L'étude indique que l'intégration de céréales complètes dans l'alimentation quotidienne

contourne « l'insulinorésistance, l'hyperinsulinémie et l'inflammation », autant de signes liés au cancer du foie. Les fruits, légumes ou jus de jus contiennent des sucres en plus (fructose, saccharose), qui peuvent provoquer des lésions hépatiques ou des cirrhoses, écartant leurs bénéfices pour la santé. Les céréales complètes - comme l'avoine, le riz brun, le quinoa ou le pain complet - constituent ainsi les meilleurs

sources de vitamine B, fer, acide folique, sélénium, potassium et magnésium.

Par ailleurs, ce régime alimentaire réduit également les risques d'obésité, de diabète et de stéatose hépatique non alcoolique, prédispositions connues au cancer du foie et à d'autres maladies potentiellement mortelles. En France, 3 000 nouvelles personnes sont atteintes de la pathologie tous les ans en France.

LES ALIMENTS SUPERSTARS POUR LE FOIE

Il y a les aliments que notre foie n'aime pas du tout car ils le détériorent à petit feu. Mais fort heureusement il y a aussi des nutriments qui le protègent. Petite liste des aliments les plus protecteurs. Certains aliments ont ce que l'on appelle un "effet détoxifiant" sur le foie, c'est-à-dire qu'ils le mettent en danger et le détruisent peu à peu. C'est le cas de l'alcool bien sûr mais aussi des acides gras trans ou du sucre.

Mais fort heureusement, il y a aussi ce que le Dr Ibrahim Hanoune, auteur de *Je dépollue mon foie* et je protège mon cœur, appelle les "superstars qui protègent le foie". Tour d'horizon de ce qu'il faut intégrer dans votre alimentation afin de fortifier votre foie.

LES PROBIOTIQUES

Les probiotiques, ces bonnes bactéries qui jouent un rôle crucial pour la santé gastro-intestinale, ne sont pas non plus sans effet sur la santé du foie, du fait de la très forte interaction entre le foie et les intestins. Un déséquilibre du microbiote (les bactéries qui colonisent notre intestin) est d'ailleurs souvent mis



en évidence chez les personnes qui souffrent d'une NASH (le syndrome du foie gras) ou d'une cirrhose. Une bonne raison d'augmenter votre consommation de yaourts, de kéfir et de produits fermentés comme le miso ou la choucroute.

LES OMÉGA-3

Une étude récente a montré que les femmes qui avaient une consommation alimentaire d'Oméga-3 plus élevée avaient un microbiote intestinal plus diversifié. On en revient cette fois encore à la bonne santé de l'axe foie-intestin. Mais les acides gras Oméga-3 diminuent aussi le taux de lipides dans

le sang, réduisant ainsi le risque de fibrose du foie.

Vous en trouvez essentiellement dans les poissons gras, les noix, les graines de lin ou les fruits à coque.

LES ÉPICES

Curry, curcuma, piment en poudre ou paprika ont des effets bénéfiques sur le foie du fait de leurs propriétés antioxydantes mais aussi grâce à leur capacité à stimuler les enzymes de la détoxification. Dans vos menus quotidiens, n'hésitez pas à remplacer le sel, mauvais pour le foie, par des épices et herbes aromatiques.

LE THÉ VERT

Une étude récente a montré qu'une consommation modérée de thé vert (une tasse par jour) réduisait le risque de développer une maladie du foie (fibrose, hépatite virale ou stéatose hépatique non alcoolique) du fait de sa teneur en polyphénols qui limitent qui les dommages causés à l'ADN et font baisser le taux de lipides dans le sang. Attention toutefois de ne pas en abuser car le thé vert provoque des effets indésirables sur les cellules à dose élevée.

LA VITAMINE E

Cet antioxydant qui protège l'organisme contre les radicaux libres a des effets bénéfiques sur le foie car il limite la progression de la maladie du foie gras.

Pour ne pas dépasser la posologie recommandée de 12 mg par jour (surtout si vous souffrez de troubles de la coagulation ou de maladies cardiovasculaires), mieux vaut privilégier les sources naturelles de vitamine E. Vous en trouvez dans les huiles végétales, les fruits à coque, les céréales complètes et la jaune d'œuf.

NIGERIA

Boko Haram revendique l'enlèvement de centaines de lycéens

Le chef du groupe terroriste Boko Haram, a revendiqué l'enlèvement, dans la nuit de vendredi à samedi, de centaines de lycéens dans le nord-ouest du Nigeria dans un message vocal de propagande, diffusé mardi matin.

Au moins 333 adolescents sont toujours portés disparus depuis l'attaque de leur lycée dans l'Etat de Katsina, dans le nord-ouest du Nigeria, à des centaines de kilomètres du territoire de Boko Haram, qui opère habituellement dans le nord-est du pays, autour du lac Tchad.

Plus d'une centaine d'hommes armés à moto ont attaqué dans la nuit de vendredi à samedi cette école rurale située dans la ville de Kankara. Des centaines d'adolescents ont fui dans la brousse pour s'y cacher.

Ce kidnapping avait été initialement attribué à des groupes armés, appelés "bandits" qui terrorisent la population dans cette région instable ou les enlèvements contre rançons sont devenus monnaie courante.

Le président Muhammadu Buhari a condamné l'attaque et ordonné le renforcement de la sécurité dans toutes les écoles. Dans l'Etat de Katsina, les établissements scolaires ont fermé.

L'armée a affirmé lundi avoir localisé "le repaire des bandits", ajoutant qu'une opération militaire était en cours. La situation sécuritaire s'est largement détériorée dans le nord du Nigeria depuis l'élection de Muhammadu Buhari en 2015, qui avait fait de la lutte contre Boko Haram la priorité de son mandat.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Tshisekedi appelle à soutenir son action pour rétablir l'autorité de l'Etat dans l'est et le nord-est

Le Président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi, a appelé lundi la population à soutenir son action pour rétablir l'autorité de l'Etat dans l'Est et le Nord-est du pays.

"La situation demeure toujours préoccupante dans l'Est et dans le Nord-Est de notre pays.

Diverses actions ont été menées et continuent à être menées pour y faire face", a déclaré le président Tshisekedi. "Je vous demande donc de soutenir mon action pour le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans cette partie de notre pays", a-t-il indiqué, lundi, devant les deux chambres du Parlement.

Les forces armées congolaises (FARDC) "dont j'assume le commandement suprême vont prendre de plus en plus d'ampleur, de plus en plus de force et elles seront capables de défendre notre pays et tout le territoire national", a-t-il promis. M. Tshisekedi a par ailleurs justifié sa décision de mettre un terme à la coalition avec son prédécesseur Joseph Kabila par le "déficit de gouvernance".

"Les efforts déployés, les sacrifices consentis et les humiliations qu'e j'ai tolérées n'ont pas empêché l'émergence des difficultés de tous ordres rendant aléatoires le changement attendu", a-t-il dit. Il a annoncé l'organisation, en marge de la célébration du 61ème anniversaire de l'indépendance, le 30 juin 2021, des "sépultures dignes pour le 1er Premier ministre Patrice Emery Lumumba".

APS

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC L'intergroupe parlementaire européen dénonce l'agression marocaine à El-Guerguerat et la décision de Trump

L'intergroupe parlementaire européen "paix pour le peuple sahraoui" a condamné lundi l'agression militaire lancée le mois dernier par les autorités d'occupation marocaines contre des civils sahraouis dans la zone tampon d'El-Guerguerat, et dénoncé également l'annonce du président américain sortant Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

"Nous condamnons l'action militaire illégale du Maroc dans la région d'El-Guerguerat et la construction d'un mur dans une région qui fait clairement partie du territoire du Sahara occidental sous contrôle du Front Polisario comme convenu dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de l'ONU (1991)", indique l'Intergroupe parlementaire européen pour le Sahara occidental dans un communiqué, appelant le Royaume du Maroc à "se retirer immédiatement de la zone tampon d'El-Guerguerat".

"Nous exprimons notre profonde préoccupation face à la reprise du conflit armé au Sahara occidental.

A la suite des violations répétées de l'accord de cessez-le-feu par le Royaume du Maroc, et plus récemment l'action militaire du Maroc dans la région de Guerguerat", a encore réaffirmé l'Intergroupe.

Dans son communiqué, le groupe parlementaire européen appelle aussi à "mettre fin aux affrontements militaires et à revenir au cessez-le-feu".

"Nous exhortons les deux parties à coopérer, à revenir au cessez-le-feu et à exhorter la communauté internationale à exercer un engagement politique pour résoudre le conflit qui dure depuis une décennie et mettre fin à l'occupation marocaine du territoire du Sahara occidental", a ajouté la même source précisant que "le droit des Sahraouis à l'autodétermination, tel que défini par le droit international, doit être respecté". Par



ailleurs, l'intergroupe parlementaire européen a insisté sur la nécessité de tenir le référendum convenu en 1991, soulignant que l'ère du colonialisme doit prendre fin. "Nous dénonçons la nouvelle détérioration de la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés et la poursuite de la répression contre les journalistes, les défenseurs des droits humains et les militants politiques", a-t-il en outre indiqué dans son communiqué. Face à cette situation, il a appelé le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à "nommer dès que possible un représentant spécial pour remplacer son ancien envoyé pers onnel Horst Kohler", qui a démissionné en 2019, pour des raisons de santé, estimant dans ce

contexte que "cette étape est urgente pour faciliter une résolution durable au conflit sahraoui". S'agissant de la décision de Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, l'intergroupe parlementaire européen sur le Sahara occidental, a "fermement condamné" cette annonce voyant "une tentative inacceptable" d'attiser la tension dans la région. Quant à l'exploitation illégale par le Maroc des ressources des territoires sahraouis occupés, l'intergroupe parlementaire européen a souligné qu'"il est très important que les décisions de la Cour européenne de la justice (CJUE) soient pleinement respectées" notamment en ce qui concerne la nécessité d'obtenir le consentement du

peuple sahraoui pour tout accord de l'UE impliquant le territoire non autonome de Sahara occidental.

"Nous attendons également de la Commission et du Conseil (européens) qu'ils condamnent les violations des droits humains internationaux et qu'ils insistent la résolution du conflit autour du Sahara occidental dans l'agenda du prochain sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine", conclut l'Intergroupe. Ce groupe parlementaire "Paix pour le peuple sahraoui", qui comprend plus d'une centaine de députés de divers partis politiques de tous les pays de l'Union européenne, est présidé par Joachim Schuster, député européen du Parti social-démocrate allemand.

NIGER

Trois jours de deuil national après l'attaque de Boko Haram qui a fait 28 morts

L'attaque terroriste samedi soir dans la région de Diffa, dans le Sud-Est du Niger, proche du Nigeria, a fait 28 morts, selon un nouveau bilan des autorités nigériennes qui ont décrété un deuil national de trois jours.

Le groupe nigérian Boko Haram a revendiqué l'attaque survenue à la veille des élections locales et à deux semaines de la présidentielle du 27 décembre.

"Le gouvernement décide d'un deuil national de 72 heures à compter du mardi 15 décembre, les drapeaux seront mis en berne sur toute l'étendue du territoire national", selon un communiqué lu par le porte-parole du gouvernement Zakaria Abdourahmane.

"Dans la nuit du 12 au 13 décembre, le village de Toumour situé à 75 km à l'est de Diffa a été l'objet d'une attaque armée, l'attaque qui a ciblé des popu-

lations civiles a entraîné la mort de 28 personnes dont dix par balles, 14 par incendie et quatre par noyade", a-t-il précisé.

Dimanche, un responsable départemental avait fait état d'un bilan de 27 morts.

"Des dispositions sécuritaires et sanitaires sont renforcées dans la zone" et "une enquête est ouverte pour retrouver les auteurs de ces actes", selon le communiqué.

Issa Lemine, le gouverneur de la région de Diffa, a évoqué "un drame indescriptible" à la télévision nationale.

"Je me demande s'il y a eu un drame pareil depuis le début des événements de Boko Haram.

Boko Haram a pénétré vers 18h00 (17h00 GMT) dans le village, ils ont mis quatre heures pour détruire tout le village, le marché, ils ont brûlé tout ce qu'ils peuvent brûler", a-t-il insisté.

Entre 800 et 1.000 maisons ont été incendiées par les assaillants selon des sources locales, dans cette attaque particulièrement "barbare", selon un élu.

Toumour abrite jusqu'à 60.000 déplacés internes et réfugiés nigériens.

La région de Diffa abrite selon l'ONU 300.000 réfugiés nigériens et déplacés nigériens, fuyant depuis 2015 les exactions des groupes armés.

Diffa, la capitale régionale de 200.000 habitants située à la frontière avec le Nigeria, a été attaquée à quatre reprises en mai.

Depuis le début de l'action de Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria en 2009, le conflit a fait au Nigeria 36.000 morts et plus de deux millions de déplacés.

Les violences se sont propagées au Cameroun, au Niger et au Tchad voisins, riverains du lac Tchad.

YÉMEN

Guterres exhorte à résoudre la grave crise économique au Yémen

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a demandé lundi aux Etats membres d'aider à résoudre la grave crise économique au Yémen, enlisé dans une guerre civile depuis fin 2014.

"J'exhorte tous les Etats membres à intensifier leur soutien financier aux opérations de secours des Nations unies et à contribuer à résoudre la grave crise économique dans le pays", a déclaré le secrétaire général dans un communiqué publié par son porte-parole Stéphane Dujarric à l'occasion du deuxième anniversaire de la signature de l'Accord de Stockholm entre le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis. Notant que l'Accord de Stockholm est "une percée diplomatique qui a offert une lueur d'espoir d'une fin proche du conflit dévastateur au Yémen", le chef de l'ONU a toutefois déclaré qu'il "reste encore beaucoup à faire" pour atteindre cet objectif commun, et que les profondes souffrances du peuple yéménite persistent.

Selon M. Guterres, l'accord a contribué à éviter une escalade militaire catastrophique à l'époque, préservant



ainsi le fonctionnement continu quoique limité des ports de la mer Rouge ainsi que l'entrée de marchandises commerciales et d'une aide humanitaire essentielle, dont des millions de Yéménites dépendent pour survivre.

"La préservation de cette bouée de sauvetage est encore plus vitale maintenant que des poches de conditions de famine sont revenues au

Yémen et que des millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave et croissante, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19", a ajouté le secrétaire général. "Il est crucial d'éviter toute action qui pourrait aggraver la situation désastreuse au Yémen", a souligné le chef de l'ONU. "Ce n'est que par le dialogue que les

parties yéménites pourront convenir d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, de mesures de confiance économiques et humanitaires permettant de soulager les souffrances du peuple yéménite, ainsi que de la reprise d'un processus politique inclusif pour parvenir à un règlement global négocié pouvant mettre fin au conflit", a-t-il conclu.

AFGHANISTAN

Un vice-gouverneur de Kaboul et son secrétaire tués dans une explosion

Un vice-gouverneur de la province de Kaboul et son secrétaire ont été tués mardi dans l'explosion d'une mine magnétique fixée à leur voiture, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

"Vers 9H40 un Land Cruiser qui appartenait au vice-gouverneur de Kaboul a été visé par une mine magnétique.

Malheureusement, Mahbobullah Mohebi, le vice-gouverneur de Kaboul et son secrétaire ont été tués, et deux gardes du corps ont été blessés", a indiqué Tariq Arian, porte-parole du ministère.

Les deux victimes se rendaient à leurs bureaux au moment de l'incident,

a-t-il précisé. Les attaques ciblées visant des personnalités - journalistes, hommes politiques ou religieux, défenseurs des droits de l'homme - ont augmenté ces derniers mois, malgré les pourparlers de paix en cours à Doha depuis le 12 septembre entre le gouvernement afghan et les insurgés talibans.

Des hommes armés ont également attaqué un poste de contrôle de police à Kaboul à 6H30 mardi matin, tuant un policier et en blessant deux autres, selon des responsables.

Le président afghan, Ashraf Ghani, a dit lundi souhaiter que les négociations

se poursuivent ensuite en Afghanistan, plutôt qu'au Qatar. La délégation du gouvernement doit retourner à Kaboul cette semaine pour des consultations avec des responsables politiques.

"Considérant ce qui est en jeu, il est impératif qu'il n'y ait aucun retard pour la reprise des discussions, et elles doivent reprendre le 5 janvier comme prévu", a tweeté lundi l'émissaire américain pour la paix en Afghanistan Zalmay Khalilzad.

"Malheureusement, la guerre continue. Il faut absolument une entente politique, une réduction de la violence et un cessez-le-feu", a-t-il dit.

ETATS UNIS

Le collège électoral confirme la victoire de Joe Biden

Le collège électoral américain a entériné lundi, sans surprise, la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine face à Donald Trump.

Le vote des grands électeurs de Californie, Etat remporté très largement par Joe Biden avec plus de 63% des voix, a permis au démocrate de franchir la barre des 270 suffrages, synonyme de victoire.

L'ancien vice-président de Barack Obama, qui deviendra le 20 janvier le 46e président de l'histoire du pays, a prévu de s'exprimer dans la soirée depuis son fief de Wilmington (Delaware).

Trump annonce le départ de son ministre de la Justice Bill Barr

Le ministre américain de la Justice Bill Barr, qui avait subi les critiques de Donald Trump pour n'avoir pas abondé dans son sens en dénonçant une quelconque fraude électorale susceptible d'invalidier la victoire de Joe Biden, a démissionné lundi.

"Bill partira juste avant Noël pour passer les fêtes avec sa famille, le ministre de la Justice adjoint Jeff Rosen, une personne incroyablement assurera l'interim", a tweeté Donald Trump, sans réitérer ses accusations.

Le ministre partira ainsi un mois avant l'entrée en fonctions du président élu démocrate prévue le 20 janvier.

L'annonce de son départ coïncide avec la confirmation de la victoire de Joe Biden par les grands électeurs américains, qui la rend quasiment définitive. Donald Trump s'obstine à dénoncer des fraudes massives et refuse de reconnaître sa défaite.

Mais son camp n'a jamais réussi à apporter la moindre preuve pour étayer ces accusations et les dizaines de recours en justice qu'il a présentés ont été quasiment tous rejetés, y compris par la Cour suprême.

Le président républicain a plusieurs fois déploré l'inaction sur ce terrain de Bill Barr, pourtant l'un de ses plus fidèles ministres.

Or ce dernier a isolé un peu plus Donald Trump en affirmant, début décembre, n'avoir constaté aucune "fraude à une échelle susceptible de changer le résultat de l'élection".

Ces derniers jours, l'ex-magnat de l'immobilier a aussi qualifié de "grande déception" le fait que le ministre de la Justice n'ait pas révélé avant l'élection de novembre l'existence d'une enquête sur la situation fiscale du fils de Joe Biden, Hunter.

Donald Trump a affirmé avoir eu lundi "une très belle rencontre" avec Bill Barr à la Maison Blanche. "Notre relation est excellente, il a fait un travail magnifique", a-t-il assuré. Dans sa lettre de démission, tweetée par le président, le ministre démissionnaire fait l'éloge du bilan de ce dernier et de ses "succès sans précédent" dans tous les domaines.

Il souligne avoir tenu au courant Donald Trump de l'enquête du ministère de la Justice sur "les allégations de fraude lors de l'élection".

"A un moment de profondes divisions dans le pays, tous les échelons de l'Etat doivent tout faire pour assurer l'intégrité des élections et promouvoir la confiance des électeurs dans leur résultat", s'est-il borné à dire.

APS

FRANCE

Prochain référendum pour inscrire la défense du climat dans la Constitution

Le président français Emmanuel Macron a annoncé lundi qu'un référendum serait organisé pour intégrer la défense du climat et la préservation de l'environnement dans la Constitution.

S'adressant aux membres de la Convention citoyenne pour le climat, M. Macron a précisé que cette réforme devrait d'abord être adoptée par l'Assemblée nationale et du Sénat.

"Ce sera une réforme constitutionnelle en un article", un article qui devra "passer par l'Assemblée nationale puis le Sénat (...) en des termes identiques.

Ce jour-là, elle sera soumise à référendum", a déclaré le chef de l'Etat.

S'il se concrétisait, ce référendum sera le premier à se tenir en France depuis 2005, qui avait porté sur la



Constitution européenne et vu la victoire du "non".

Le recours au référendum pour "introduire les notions de biodiversité, d'environnement, de lutte contre le réchauffement climatique" dans l'article 1 de la Constitution était inclus dans les

149 propositions faites par les 150 membres de la Convention citoyenne pour le climat.

Emmanuel Macron avait indiqué le 14 juillet qu'il souhaitait inscrire le "le plus vite possible" la lutte contre le réchauffement climatique

dans la Constitution, qui serait "une avancée majeure".

Le chef de l'Etat a en revanche confirmé qu'il écartait la demande de réécrire le préambule de la Constitution pour "placer l'environnement au-dessus de nos autres valeurs fondamentales".

Sous la Ve République française, les référendums sont à l'initiative du président de la République sur proposition du gouvernement ou du Parlement.

Pour les questions d'intérêt national, la procédure est régie par deux articles de la Constitution: l'article 11 - pour adopter un projet de loi - et l'article 89 - pour réviser la Constitution.

Cet article 89 exige que la proposition de révision soit d'abord votée "par les deux assemblées en termes identiques".

CASBAH D'ALGER

La ministre de la Culture et des Arts en visite à la Casbah d'Alger

La ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda a effectué lundi une visite de travail dans deux sites de la Casbah d'Alger à l'occasion de la commémoration du 28ème anniversaire du classement de cette cité millénaire au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.



La ministre s'est rendue sur le site des fouilles archéologiques de la place des martyrs, petit musée à ciel ouvert qui renferme des vestiges archéologiques retraçant plus de 2000 ans d'histoire de la capitale, où elle a reçu des explications sur cette opération entamée en 2013 par un groupe constitué du Centre national de recherche en archéologie et de l'Institut des recherches archéolo-

giques préventives (Inrap, France), et qui a mis au jour des vestiges archéologiques visible à l'entrée et à l'intérieur de la station de métro. Mme Bendouda a instruit ses services pour "relancer" le projet de musée de site prévu initialement à la fin des fouilles en 2017 et qui devait être livré avec la station de métro de la place des martyrs. Elle s'est également rendue au Centre des arts du Palais des Raï-

Bastion 23 où la directrice de l'établissement et le directeur général de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) lui ont présenté des exposés sur les efforts de sauvegarde et de conservation. Malika Bendouda a, pour sa part, évoqué de nouveaux projets à mettre en oeuvre prochainement pour la sauvegarde de la Casbah ainsi que l'exploitation commerciale de la citadelle d'Alger

(haute Casbah), récemment ouverte partiellement aux visiteurs, en partenariat avec de petites entreprises. Récemment le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait présidé un Conseil interministériel consacré à l'examen du dossier relatif à la sauvegarde de la Casbah d'Alger en rappelant les "engagements" pris pour la sauvegarde et la conservation de la vieille médina.

APS

MUSÉE CIRTA DE CONSTANTINE

Une formation au profit des douaniers

Des journées de formation dans le domaine de la sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel au profit des agents des Douanes ont été ouvertes lundi à Constantine à l'initiative du Musée national public Cirta.

Organisé en collaboration avec la direction régionale des Douanes (DRD), ce cycle de formation, a pour objectif principal de former les agents des douanes sur les mécanismes à mettre en œuvre, sur le terrain, pour préserver le patrimoine national, a souligné M. Abdelhak Chaïbi, chef du service de l'animation, des ateliers pédagogiques et de communication auprès du musée Cirta.

Dans ce cadre, il a déclaré qu'en plus des cours théoriques à l'ordre du jour, les douaniers concernés par cette formation assisteront à des cours pratiques sur de vrais objets archéologiques leur permettant de faire la différence entre les pièces archéologiques authentiques et autres objets artistiques ou de fantaisie.

A ce titre, le même responsable a précisé que "la manipulation des objets archéologiques permet à 70% aux agents chargés de la lutte contre la contrebande en archéologie à identifier les vraies pièces. Par ailleurs, la même source a indiqué que les encadreurs de la formation s'attèleront à "perfectionner ces techniques chez les douaniers concernés par cette formation devant se pour-

suivre jusqu'au 17 décembre courant". Mettant en avant les efforts déployés par les Douanes Algériennes dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine national en déjouant les tentatives de contrebande de pièces de monnaie, d'œuvres d'art et autres manuscrits, M. Chaïbi, a fait savoir que le musée Cirta s'emploie à accompagner cette dynamique en partageant l'expérience acquise en la matière avec les services de sécurité concernés.

Au menu de cette session de formation, des ateliers sur l'aspect réglementaire relatif à la préservation du patrimoine, les mécanismes de classification des pièces archéologiques et autres conférences sur la pré-histoire, l'époque ottomane et le palais Ahmed Bey qui seront présentées par des experts en la matière.

Des interventions sur la commercialisation illicite des pièces archéologiques, les pièces archéologiques de l'ère numide préservées au musée Cirta et la monnaie archéologique figurent aussi au menu de cette session de formation qui sera marquée par une sortie de terrain au tombeau de Massinissa, le roi numide dans la commune d'El Khroub et aux ruines de la ville romaine, Tiddis dans la commune de Beni H'midane. Ont pris part à cette session de formation une vingtaine d'agents de la direction régionale des Douanes, a-t-on noté.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BÉJAÏA
DAÏRA DE TICHY
COMMUNE DE TALA-HAMZA

CODE CLIENT
007955

AVIS DE RECTUTEMENT

La Commune de Tala-Hamza lance un avis de recrutement dans les grades ci-après :

GRADES	Condition d'accès	Spécialité	Nombre de poste ouvert
TECHNICIEN SUPERIEUR en gestion technique et urbain de l'administration territoriale	Titulaire d'un diplôme de technicien supérieure, ou d'un titre reconnu équivalent	Voirie Et Réseau Divers ; Urbanisme ; Travaux Publics Et Ouvrages D'art ; Géotechnique ; Géomètre Topographe ; Conducteur De Travaux Bâtiments ; Conducteur De Travaux Publics ; Métreur Vérificateur Et Etude De Prix ; Dessinateur Projecteur En Architecture ; Dessinateur Projecteur En Béton Armé ; Maquettiste En Bâtiment Et Travaux Publics ; Restauration Des Sites Et Monuments ; Rénovation Et Réhabilitation De L'habitat ; Electrotechnique ; Electromécanique ; Maintenance Des Véhicules Industriels ; Maintenance Des Engins Roullants ; Maintenance des engins de chantier et de manutention	01

DOSSIER DE PARTICIPATION :

- Une (01) demande manuscrite.
- Une (01) copie carte d'identité nationale.
- Une (01) copie de titre ou diplôme requis.
- Une (01) copie du relevé de notes du cursus de formation (dernière année).
- Attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle dans la spécialité du candidat acquise dans le secteur privé dûment visée par la CNAS.
- Une attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, accompagné d'une copie de contrat légalisé.
- Tout document justifiant le suivi par le candidat d'une formation supérieure ou diplôme requis dans la spécialité.
- Tout document relatif aux travaux et études réalisés par le candidat dans la spécialité le cas échéant.
- Une fiche familiale pour les candidats mariés.
- Une fiche de renseignement, dûment remplis par le candidat.

Les candidats définitivement admis seront, préalablement, à leur nomination dans les grades et emploi postulé invité à compléter leurs dossiers par les pièces suivantes :

- Une copie du document justifiant la situation vis-à-vis du service national.
- Extrait de casier judiciaire (bulletin N° 03) en cours de validité (moins de trois mois).
- Extrait de l'acte de naissance EC N° 7.
- Les certificats Médicaux (physiologie + général).
- Deux (02) photos d'identité.

Délais des inscriptions et dépôt des dossiers sont fixés comme suit :

- 15 Jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis dans deux (02) quotidiens nationaux (langue arabe -langue française).
- Les dossiers doivent être déposés ou adressés à monsieur le président d'APC de tala hamza
- Le déroulement du concours aura lieu au niveau de siège d'APC

OBSERVATION : Tout dossier incomplet ou arrivé hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération

Recours : les candidats non retenus pour participer au concours peuvent introduire un recours auprès du P/APC de tala hamza qui doit statuer sur ledit recours et répondre aux intéressés aux moins cinq (05) jours ouvrables avant la date de déroulement de l'entretien

DK NEWS

Anep : 2016020685 du 16/12/2020

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
Direction de l'Urbanisme, d'Architecture
et de la Construction de la Wilaya de Blida
NIF : 001309079032248

Mise en demeure N°01

Objet : A/S Travaux d'amélioration urbaine hay belaaouadi n°02 sidi salah commune de Larbaa.1^{er} tranche .lot 01 : voirie et aménagement.

-Vu le marché du projet suscité approuvé sous le N° 138/DUAC/2019 du 31/12/2019 visé par le CF sous le N° 1391 du 31/12/2019.

-Vu l'ordre de service N° 243 du 31/12/2019 portant démarrage des travaux

Objet du marché sus cité.

-Vu le PV de constat du subdivisionnaire de la daïra de Larbaa N°83 du 07/12/2020 concernant l'abondant totale du chantier.

Vu le PV de constat de BET Abderrahmane daté le 07/12/2020 concernant l'abondant du chantier.

L'entreprise E.G.T.P.H/BEZIA LOTFI (NIF:199026460131234) est mise en demeure de relancer les travaux et de renforcer le chantier en moyens humains et matériels dans un délai de **48 heures** sa compter de la date de la parution de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux

Faute de quoi des mesures coercitives prévues par la réglementation vous seront appliqués

DK NEWS

Anep : 2016020683 du 16/12/2020

FRACTURE NUMÉRIQUE

Deux tiers des enfants en âge scolaire privés d'internet

Deux tiers des enfants en âge scolaire n'ont aucun accès à internet à la maison alors même que la pandémie de Covid-19 fait de l'enseignement en ligne le seul accès possible à l'éducation, a souligné l'ONU mardi.

Au total ce sont 1,3 milliard d'enfants âgés de 3 à 17 ans qui n'ont pas de connexion à l'internet à leur domicile, précise un rapport commun de l'Unicef et de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Pour la tranche d'âge des 15-24 ans, le pourcentage de ceux qui n'ont pas d'accès à l'internet à leur domicile est de 63%.

"Le fait qu'autant d'enfants n'aient pas accès à internet chez eux n'est plus un fossé numérique mais un canyon", s'est inquiété la responsable de l'Unicef, Henrietta Fore.

Ne pas pouvoir aller en ligne prive ces jeunes des moyens

"de concourir dans l'économie moderne. Cela les isole du monde", a-t-elle ajouté.

Cette situation en ces temps où la pandémie a poussé de nombreux pays fermer les écoles temporairement et à basculer l'enseignement en ligne.

Le rapport souligne que même avant le Covid-19, le fossé numérique participait de la hausse des inégalités, donnant peu de chances aux enfants ainsi privés d'accès de rattraper leur retard.

Selon l'ONU, 1 enfant sur 20 en âge d'être scolarisé est connecté à la maison dans les pays à faibles revenus, contre



9 sur 10 dans les pays riches. Les pays les plus mal lotis se trouvent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud où seulement 10% des enfants peuvent se connecter chez eux.

DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

Le COVID-19 accélère la transformation digitale, selon le SG de l'OCS

Le secrétaire général de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Vladimir Norov, a déclaré que le nouveau coronavirus, malgré les énormes dégâts qu'il a occasionnés sur la santé publique et l'économie mondiale, a apporté de nouvelles perspectives en accélérant la transformation numérique.

S'exprimant par vidéoconférence lundi dans la capitale pakistanaise, M. Norov a estimé que l'économie numérique et le commerce électronique transfrontalier

joueront un rôle de plus en plus important dans la reconstruction de l'économie mondiale après le COVID-19 en termes de croissance économique, d'augmentation de la compétitivité des économies et d'amélioration de la qualité de vie, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable.

"En cette période de COVID-19, les ventes mondiales au détail en ligne sont en hausse et des emplois supplémentaires sont créés", a-t-il ajouté, selon un com-

muniqué publié par un groupe de réflexion basé à Islamabad, l'Institut pour la politique de développement durable (SDPI). Le SDPI a organisé une conférence de quatre jours intitulée "Le développement au temps du COVID-19".

"Le sommet de l'OCS de cette année s'est conclu par la finalisation d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'OCS pour 2025, qui se concentre sur la reprise rapide de nos économies après la pan-

démie", a affirmé M. Norov. Le directeur exécutif conjoint du SDPI, Vaqar Ahmed, a indiqué que le plan d'action pour la stratégie de développement de l'OCS était complet et donnerait une opportunité de coopération à tous les pays membres.

Il a souligné que l'approche de transformation numérique de l'OCS était bienvenue et que les divers corridors économiques sous-régionaux contribueront à l'intégration régionale.

APS

PUBLICITÉ



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 16/2020

En application des dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics des délégations de service public. L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière OPGI de La Wilaya d'Oum El Bouaghi lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour les projets suivants:

1- Réalisation des 100/200/300 logements LPL avec VRD LOT N°01 tranche 2018 Commune AIN FAKROUNE Wilaya Oum El Bouaghi.

2- Réalisation des 100/200/300 logements LPL avec VRD LOT N°02 tranche 2018 Commune AIN FAKROUNE Wilaya Oum El Bouaghi.

Cette concurrence s'adresse aux entreprises publiques et privées ou le groupement d'entreprises ayant la qualification professionnelle à la catégorie quatre (04) ou plus en bâtiment en activité principale et remplissant les conditions d'éligibilité suivantes :
1/ Capacité professionnelle: Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux entreprises publiques et privées ou groupement d'entreprises ayant la qualification et classification professionnelle à la **catégorie IV (Quatre) ou plus**, qualifié en bâtiment dont l'activité principale « bâtiment ».

2/ Capacité financière : ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaires moyen durant les trois dernières années 2017-2018-2019 supérieur ou égale à 50.000.000.00 DA.

3/ Capacité technique :

1/- références professionnelles : le soumissionnaire au titre du présent avis d'appel d'offres doit avoir déjà réalisé un cumul de 80 logements minimum ou un projet de 50 logements ou ayant réalisé un projet de catégorie (C) ou plus, justifié par des attestations de bonne exécution ou attestations de d'exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics.

2/- Moyens humains :

Ingénieur en génie civil (bâtiment), Architecte ou Master 2 (en génie civil ou Architecture ou bâtiment) justifiant d'une expérience de 04 ans ou plus.

3/Moyens matériels : pelle - camion 10 tonne (propriétaire)

• Les moyens humains et matériels ayant servi à la candidature du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

• Les moyens humains et matériels ayant servi à cette soumission ne sont pas valables pour d'autre soumission. Si le soumissionnaire sera attributaire.

Le dossier de l'appel d'offres sera retiré contre le versement (avec ordre de versement) de la somme de deux mille (2 000.00) DA, non remboursables, représentant les frais de reproduction

auprès de :

**L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière
OPGI De La Wilaya d'Oum El Bouaghi
Adresse : Cité 750 Logements Sonatiba BP 31 Oum El Bouaghi
Tel : 0 32 55 67 78**

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimale N°..... l'objet de l'appel d'offre ».

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter un dossier candidature, une offre technique et une offre financière.

1/L'ENVELOPPE DENOMMEE « DOSSIER DE CANDIDATURE » ABRITERA :

1/une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée par le soumissionnaire, datée, avec apposition de cachet.

2/ une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée par le soumissionnaire, datée, avec apposition de cachet.

3/ Les statuts pour les sociétés pour les sociétés (s'il y a lieu) ;

4/ les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

5/ Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires cités à l'article 02 du présent cahier des charges :

à savoir :

a) Référence professionnelle : le soumissionnaire au titre du présent avis d'appel d'offres doit avoir déjà réalisé un cumul de 80 logements minimum ou un projet de 50 logements ou ayant réalisé un projet de catégorie (C) ou plus, justifié par des attestations de bonne exécution ou attestations d'exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics

b) Moyens humains : Ingénieur en génie civil (bâtiment), Architecte ou Master 2 (en génie civil ou Architecture ou bâtiment) justifiant d'une expérience de 04 ans ou plus

c) Moyens matériel : pelle + camion 10 tonne (propriétaire).

2/L'enveloppe dénommée « L'OFFRE TECHNIQUE » abritera

1/ la déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée,

signée par le soumissionnaire, datée, avec apposition de cachet.

2/ Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé :

1. La méthodologie d'exécution qui précisera toute l'organisation du travail compte tenu de toutes les interfaces existantes sur le chantier.

2. Le délai d'exécution.

3. Les moyens humains affectés au projet

4. Les moyens matériels affectés au projet.

3/Le cahier des charges portant la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

4/Le procès-verbal de visite du site.

3/L'enveloppe dénommée « L'OFFRE FINANCIERE » abritera :

1. La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) renseignée, signée par le soumissionnaire, datée, avec apposition de cachet.

2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) (pour la partie commerce et services), dûment rempli, daté et signé par le soumissionnaire avec apposition de cachet.

3. détail quantitatif et estimatif dûment renseigné, daté, paraphé et signé par le soumissionnaire.

4. Tableau récapitulatif du montant total du marché.

La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours**, à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

Le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de la durée de préparation des offres, soit le **quinze (15ème) jour** au plus tard à **13h00**. Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable au cas où celle date coïncide avec un jour férié ou de repos hebdomadaire légal.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière

OPGI De La Wilaya d'Oum El Bouaghi

Adresse : Cité 750 Logements Sonatiba BP 31 Oum El Bouaghi

Tel : 0 32 55 67 78

L'ouverture en séance publique des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières s'effectuera en une seule phase au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires, le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus-indiquée à **Onze (11h00) heures**.

L'offre demeure valide pendant une période de **trois (03) mois** augmentée de la durée de préparation des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Programme de la soirée

TF1 21:15



New Amsterdam

Après avoir passé la nuit ensemble, Alice et Max disent ne pas être prêts à s'engager dans une nouvelle relation. Pendant ce temps, Sharpe décide de saboter l'essai de Castro, ayant découvert que celle-ci avait produit de faux bilans préliminaires de ses patients afin d'obtenir de meilleurs résultats sur l'efficacité de la molécule qu'elle testait.



21:05



Alex Hugo

A Lusagne, l'heure est à la fête : les villageois se sont rassemblés pour soutenir l'équipe locale de hockey sur glace qui dispute une demi-finale. Au même moment, dans la montagne, une jeune femme traquée et blessée par balle tombe dans un ravin. Le lendemain, Alex Hugo et Angelo Batalla découvrent un nourrisson dans son couffin devant la police rurale. Tout en veillant sur le bébé, Alex cherche à savoir s'il s'agit de l'enfant de la victime et si celle-ci a tenté de fuir son pays en traversant les Alpes à pied.



20:55



Le monde de Jamy

Pour la première fois, "Le Monde de Jamy" nous fait entendre ce que les animaux se disent, ce qu'ils nous disent, et nous apprend à mieux communiquer avec eux. On dit qu'il ne leur manque que la parole, mais en matière de communication, les animaux peuvent même nous surpasser. Saviez-vous que les chats miaulent pour imiter notre langage ? Qu'un chien peut apprendre une centaine de mots de vocabulaire ? Que les singes communiquent comme les bébés humains ? Que certains oiseaux ont, comme nous, des accents régionaux ? Nos animaux se parlent aussi entre eux.

CANAL+ 20:05

Football / Ligue 1 Uber Eats



Les Rennais ont glissé au classement pour se retrouver dans le milieu du tableau. Les partenaires de Serhou Guirassy et Steven Nzonzi doivent se reprendre rapidement pour rester au contact des trois premières places. Dans leur Roazhon Park, les Bretons veulent profiter de la réception de l'OM pour décrocher une victoire probante et retrouver la confiance. Ils devront toutefois se méfier des Phocéens qui lorgnent également sur le podium de la L1 et qui veulent faire oublier leur parcours décevant en Ligue des champions.



20:35

Le meilleur pâtissier



Les places pour la finale se jouent ce soir. Pour se départager, les cinq candidats vont devoir réaliser plusieurs recettes autour de la couleur rouge. Dans un premier temps, Cyril Lignac leur demande de réaliser un gâteau rouge passion. Quant à Mercotte, elle leur commande un Chéri cake, une pâtisserie composée d'une dacquoise noisette et d'une compotée de cerises. Recouverte d'un glaçage miroir, elle est surmontée d'un dôme qui abrite une rose en pâte d'amande. Enfin, dans l'épreuve créative, il s'agit de mettre en scène le défaut d'un proche ! Avec la cheffe Claire Heitzler, Pâtissière de l'année 2013.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2613

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

Sudoku grid with numbers and empty cells for Samourai-Sudoku n°2613.



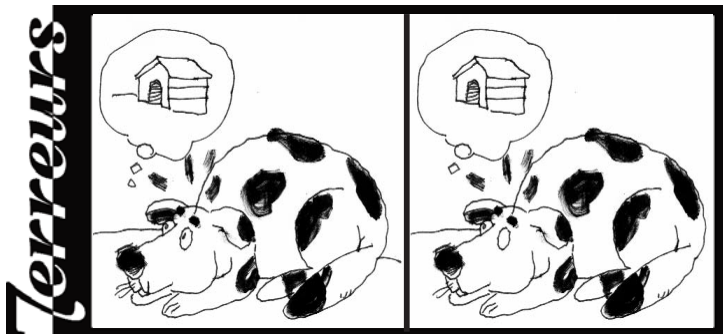
«La vérité n'est jamais amusante sinon tout le monde la dirait»

Michel Audiard

Mots croisés n°2613

- 1 - Arsenal ambulant
2 - Outil de poissonnier - A placer entre la licence et les lettres
3 - Disco avec paroles - Oppressés
4 - Elles comprennent beaucoup de lustres - Ralles - En tête des ajoutats
5 - Teintas en brun - Province d'Arabie
6 - Un ton sous mi - Symbole de solidarité - Il y a à un monde fou
7 - Commentons - Substance qui retient
8 - Coureur australien - Problèmes de jeunesse
9 - Ancien - Expression pleine de fraîcheur - Courroie directionnelle
10 - Laisse loin derrière - Butées
A - Intellectuelles
B - Trombidion - Il porte le numéro 54
C - Restes de grappes - Entré dans la famille
D - Il vaut le titane - Gros mollusque
E - Cri d'aficionado - A faire après la tétée
F - Qui s'arrête au ras des fesses
G - Déesse agricole - Lumière de fellah
H - Marque de réprobation - Indice de pellicules
I - Coloras joliment - Très réaliste
J - Dédicadée
K - Mettent à la bonne mesure
L - Centrifugeuses à culottes

Crossword grid with letters A-L and numbers 1-10.



JM ORAN-2022

Les travaux de remise à niveau de l'INFS d'Aïn Turck touchent à leur fin

Les travaux de réhabilitation des infrastructures sportives de l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (ex-CREPS) à Aïn Turck en prévision des Jeux méditerranéens (JM) Oran-2022 touchent à leur fin, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de cet organisme.

Les deux terrains de football de l'Institut ont bénéficié de nouvelles pelouses synthétiques de cinquième génération. Idem pour la piste d'athlétisme qui a été refaite totalement, a précisé la même source. Quant à la salle omnisports, dont l'état s'est nettement détérioré ces dernières années, le taux d'avancement du chantier a atteint les 90%, alors que les travaux de rénovation des terrains des sports collectifs, des courts de tennis, ainsi que la piscine, sont pratiquement achevés, a-t-on encore assuré.

Les travaux se sont étalés à l'espace forestier de l'Institut, où il a été procédé à l'aménagement d'une piste dédiée aux amateurs du footing, en plus de l'installation de matériels sportifs fixes.

Ces installations sportives seront utilisées comme sites d'entraînement pour les participants aux JM, indique-t-on encore de même source.

Outre cet institut, d'autres infrastructures sportives à Oran sont concernées par des travaux de rénovation et de réhabilitation en prévision de ce grand événement sportif méditerranéen, dont la piscine municipale de M'dina, au chef-lieu de la wilaya, le Palais des sports "Hammou Boutlélis", et le centre de tennis à Haï Essalam L'Algérie (Oran) abritera, du 25 juin au 5 juillet 2022, pour la deuxième fois de son histoire les Jeux méditerranéens après l'organisation à Alger de l'édition 1975, rappelle-t-on.

ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021

La Fédération algérienne en quête de moyens pour rentabiliser la compétition

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) s'est "déjà mise en quête" de sponsors et de partenaires économiques, susceptibles de l'aider à "bien rentabiliser" les prochains Championnats d'Afrique de la discipline, prévus du 1er au 5 juin 2021 à Oran, a-t-on appris mardi auprès de cette instance.

Dans cette quête, "le président de la FAA, Abdelhakim Dib s'est entretenu lundi, en visioconférence, avec une entreprise internationale, basée en Espagne et chargée par la Confédération africaine d'athlétisme (CAA) des aspects du sponsoring et de communication des prochains Championnats d'Afrique, prévus à Oran" a détaillé l'instance dans un communiqué.

Le débat a porté essentiellement sur "les moyens de trouver des partenaires économiques, pour rentabiliser au mieux ces championnats", particulièrement au niveau international, tout en donnant un nouveau souffle au comité d'organisation local.

Un effort qui vient renforcer ceux déjà entrepris par une agence de communication locale, chargée par la Fédération de "vendre" cet événement sportif continental au niveau national, notamment, en attirant un maximum de partenaires économiques.

Prévu à un mois des Jeux Olympiques de Tokyo, le rendez-vous d'Oran sera une opportunité pour certains athlètes africains de se mettre une autre compétition de niveau dans les jambes et pour d'autres, d'aller chercher les minima exigés.

Oran, prochaine capitale de l'athlétisme africain, aura pour sa part une occasion de confirmer tout le savoir-faire de son comité d'organisation, en prévision d'autres grandes manifestations sportives, notamment, les prochains Jeux Méditerranéens.

"Cette réunion de travail qui constitue beaucoup plus une prise de contact avec l'agence internationale, sera suivie par d'autres entretiens et d'autres séances de travail, pour sponsoriser au mieux le rendez-vous d'Oran 2021" a encore annoncé la FAA.

APS

JUDO - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE Tirage au sort de la compétition mercredi à Antananarivo

Le tirage au sort des 41es Championnats d'Afrique de judo, prévus à Madagascar du 17 au 20 décembre et qualificatifs aux jeux Olympiques (JO) de Tokyo, aura lieu mercredi à Antananarivo, a-t-on appris mardi du vice-président de l'Union africaine de la discipline (UAF), l'Algérien Mohamed Meridja.

"Les délégations continuent d'arriver, avant la date de clôture des inscriptions (mercredi minuit). Toutes les conditions sont réunies par la Fédération malgache de judo pour le bon déroulement de la compétition, considérée comme très importante pour les athlètes du continent en vue d'une qualification aux JO de Tokyo-2020", a déclaré à l'APS Meridja, également représentant de la Fédération internationale de judo, présent sur les lieux.

A l'heure actuelle, 137 judokas (84 hommes et 53 dames) issus de 33 nations se sont inscrits pour prendre part à la compétition dont le coup d'envoi sera donné jeudi avec les épreuves individuelles qui se poursuivront jusqu'à samedi, avant le déroulement, le lendemain, de l'épreuve mixte par équipes.

La sélection algérienne de judo, composée de six athlètes seulement dont trois dames, est à pied d'oeuvre à Antananarivo avec l'objectif d'engranger "le maximum de points" olympiques.

"Beaucoup de points se-



ront mis en jeu à Antananarivo et nos judokas auront la mission d'en récolter le maximum, afin d'améliorer leur classement olympique et espérer être présents aux Joutes de Tokyo-2020", avait indiqué la Fédération algérienne de judo (FAJ).

Concernant le tournoi, le mieux classé côté algérien, Abderrahmane Benamadi avec 1350 points, prendra part à la compétition dans la catégorie des -90 kg, en présence notamment des Egyptiens Abdel Akher Hatem (972 pts et champion d'Afrique-2019) et Hazem Ali (468 pts, médaillé d'or des derniers Jeux Africains JA-2019) ainsi que du Sénégalais Abderahmane Dia,

vainqueur du dernier Open de Dakar (520 pts).

Pour sa part, Fethi Nourine (-73 kg), champion d'Afrique-2019 (1342 pts), partira a priori favori pour le podium, en présence, entre autres, de l'Egyptien Mohamed Mohy Eldin (1137 pts), champion d'Afrique 2017 et vice-champion d'Afrique 2018 et 2019.

Un autre concurrent pourrait jouer les trouble-fête, à savoir le Marocain Ahmed Al Meziati (497 pts), médaillé d'argent aux derniers JA-2019.

Engagé dans la catégorie des +100 kg, l'Algérien Mohamed Sofiane Belrekaa (411 pts) aura cinq adversaires, dont le Sénégalais Ndiaye Roy (1335 pts), médaillé d'or de l'Open de Da-

kar et de Yaoundé-2019 et l'Egyptien Wahid Ahmed (643 pts et médaillé de bronze africain en 2019).

Chez les dames, Amina Belkadi, meilleure Algérienne classée avec 898 pts dans la catégorie des -63 kg, fera face à des concurrentes de renom, telles que la Camerounaise Wezu Dombeu Helene (835 pts et médaillée d'argent de l'Open de Dakar) et la Marocaine Sofia Belattar (561 pts et vice-championne d'Afrique 2019).

Dans la catégorie des -78 kg, Kaouthar Ouallal, championne d'Afrique en titre, essayera avec ses 803 pts de jouer l'or qu'elle se disputera avec cinq autres judokates, dont la Gabonaise Sarah-Myriam Mazouz (1030 pts), alors que sa compatriote Sonia Asselah, qui a totalisé jusqu'ici 885 pts chez les +78 kg, aura une rude concurrence avec la présence de la médaillée de bronze du Grand Slam-2020 de Düsseldorf (Allemagne), la Camerounaise Vanessa Mballa Atangana (1995 pts) et de la Sénégalaise Monica Agna (318 pts, médaillée d'or de l'Open de Dakar-2020).

HAND/ MONDIAL 2021 - ALGÉRIE (PRÉPARATION) Le Sept national jeudi en Pologne

L'équipe nationale de handball, s'envolera jeudi pour la Pologne, via Paris, pour poursuivre sa préparation, en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne (FAHB).

"On devait partir mercredi, mais on a dû repousser notre départ de 24 heures, pour pouvoir récupérer le visa d'un de nos joueurs.

Ce décalage n'aura pas d'incidence sur notre programme en Pologne, sauf qu'on va perdre une journée d'entraînement là-bas", a indiqué à l'APS le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAHB) Abdelkrim Bechkour.

Ce premier stage pré-compétitif devait débuter le 9 décembre, avant d'être décalé pour des raisons d'ordre administratif.

Au cours de ce regroupement, qui s'étalera jusqu'au 30 décembre, les coéquipiers de Mustapha Hadji Sadok (Al-Wakrah/ Qatar) disputeront cinq matchs amicaux, dont trois dans le cadre d'un tournoi prévu du 27 au

29 décembre. " Tout a été ficelé concernant ce premier stage à l'étranger. Nous allons jouer à deux reprises face à Pologne les 21 et 22 décembre, avant d'aborder le tournoi de Varsovie du 27 au 29 décembre.

La Biélorussie a déclaré forfait et sera remplacée par la Suisse ou l'Egypte, selon les dernières échos", a-t-il ajouté.

Outre la Pologne (pays hôte) et l'Algérie, ce tournoi verra également la participation de la Russie.

Un sixième et dernier test amical pourrait être programmé sur place, précise la même source.

En stage à Alger depuis le 1er décembre, les joueurs de sélectionneur français Alain Portes vont devoir aborder leur premier rendez-vous pré-compétitif, après plusieurs mois loin de la compétition en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

" Les joueurs travaillent dans les meilleures conditions, ils sont motivés. Grâce à ce stage en Pologne, ils vont pouvoir rejouer et retrouver leurs

sensations", a souligné Bechkour.

En prévision de ce déplacement pour la Pologne, les membres de la délégation algérienne ont été soumis lundi aux tests du Covid-19, dont les résultats sont attendus mercredi.

Le Sept national enchaînera par la suite avec un second stage pré-compétitif à Manama (Bahreïn) prévu à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier.

Le départ pour le Caire se fera à partir de Manama le 11 janvier.

Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande.

Les Algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

En Egypte, les "Verts" vont signer leur retour sur la scène mondiale après avoir brillé par leur absence lors des éditions de 2017 en France et 2019 en Allemagne et au Danemark.

TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR (TABLEAU FINAL/1ER TOUR) Ibbou débute contre une Polonaise

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou sera opposée à la Polonaise Martyna Kubka, au premier tour du tableau final d'un tournoi international féminin, qui se déroule du 15 au 30 décembre courant

à Monastir (Tunisie), selon le programme de compétition, dévoilé lundi soir par les organisateurs. L'Algérienne de 21 ans s'est entièrement remise d'une blessure qu'elle a contractée il y a une semaine, alors

qu'elle disputait un autre tournoi professionnel dans cette même ville de Monastir. Ce qui lui a permis de s'engager dans cette nouvelle compétition sur surface rapide, et dotée d'un prize-money de

15.000 USD. Kubka (19 ans) est classée 773e mondiale chez les professionnelles de la WTA, alors qu'Ibbou s'est hissée au 601e rang, après avoir gagné une place dans le dernier Ranking, dévoilé lundi.

LIGUE 1 - USM ALGER Froger : «L'objectif est d'avoir un projet de jeu»

Le nouvel entraîneur français de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Thierry Froger, a indiqué que son objectif principal était de construire un projet de jeu, tout en se montrant confiant quant à sa capacité de redresser la barre.

"L'objectif est d'avoir un projet de jeu, une qualité de jeu. Construire un renouveau dans la durée, ce sera nécessaire pour pérenniser un club dans le haut niveau.

Il faut aussi faire progresser les joueurs, qu'on dit de nous en toute humilité : voilà l'USMA, voilà comment joue cette équipe. Les résultats vont certainement suivre après.

On doit d'abord se concentrer sur le contenu des matchs", a déclaré le coach des "Rouge et Noir" dans un entretien vidéo diffusé lundi soir sur la page officielle Facebook du club.

La direction de l'USMA a jeté son dévolu sur Froger pour remplacer son compatriote François Ciccolini, limogé le 22 novembre dernier pour avoir boycotté la veille la cérémonie protocolaire de remise des médailles, à l'issue de la Supercoupe d'Algérie perdue face au CR Belouizdad (1-2).

Il s'agit du deuxième passage de Froger (57 ans) à la tête de l'USMA, à près d'une première expérience lors de la saison 2018-2019, conclue par un titre de champion.

"L'USMA avait besoin de moi, j'ai aussitôt répondu présent. Si on est un Usmiste un jour, on le sera pour toujours.

J'avais eu le sentiment d'avoir tout donné lors de mon premier passage à



l'USMA. Mais quand les dirigeants m'ont demandé de partir, je suis parti. Je n'ai pas eu de regrets", a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : "C'est important de trouver pratiquement le même effectif que j'avais entraîné au cours de ma première expérience, et ce par rapport à la façon de jouer, à l'organisation. Je sais que les nouveaux ont de la qualité. C'est un bon mixage. L'équipe a été rajeunie, ils ont de l'expérience à acquérir, mais ils ont une grande envie et cela est nécessaire pour réaliser de belles choses".

En visionnant les rencontres de son ancien-nouveau club, Froger a relevé la nécessité de corriger certaines

imperfections. "On regardant les derniers matchs de l'équipe, j'ai eu la même impression que la première fois : les joueurs veulent faire beaucoup de choses, ils courent trop.

Il faut qu'on soit plus coordonnés et avoir l'esprit collectif dans le jeu.

Les joueurs ont des qualités et représentent un grand club, ça doit leur donner des forces et non pas des faiblesses".

Enfin, le technicien français a tenu à saluer les supporters du club, regrettant au passage leur absence dans les tribunes en raison de la pandémie de coronavirus.

"Les supporters étaient ex-

traordinaires avec moi lors de mon premier passage, malheureusement ils ne pourront pas assister aux matchs de leur équipe en raison de cette période difficile.

Qu'ils sachent que je vais tout donner pour eux", a-t-il promis. L'USMA a raté son début de saison, concédant deux défaites de suite (en Supercoupe d'Algérie face au CRB et à domicile en championnat devant l'ES Sétif 0-2), avant de faire deux matchs nuls de rang en déplacement, chez la JS Saoura (2-2) et le WA Tlemcen (0-0). Froger fera ses grands débuts samedi prochain, lors de la réception de l'Olympique Médéa (14h30) dans le cadre de la 4^e journée.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE Cinq sanctions pour contestation de décision (LFP)

Les joueurs Amine Aïssa El-Bey (JSM Skikda), Hichem Houssein-Eddine Khalfallah (O. Médéa), Akram Demane (NC Magra) et Youcef Chibane (US Biskra), ainsi que l'entraîneur de l'OM, Chérif Hadjar ont écopé d'un match de suspension pour "contestations de

décision", lors de la 3^e journée de Ligue 1 disputée le week-end dernier, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP).

Outre le match de suspension, les sanctionnés ont également écopé d'une amende de 30.000 DA chacun, selon la

même source. Pendant cette 3^e journée, la JSMS avait battu le CA Bordj Bou Arreridj (1-0), au moment où les duels NC Magra - US Biskra et Olympique de Médéa - MC Oran s'étaient soldés par des résultats nuls, respectivement (0-0) et (1-1).

LIGUE 2 L'ASM Oran plaide pour le changement du système de compétition



La direction de l'ASM Oran a plaidé mardi pour le changement de la formule de compétition du championnat de Ligue 2 de football "en raison du retard accusé dans son démarrage", a indiqué à l'APS le manager général de cette formation.

"Ce serait difficile, voire impossible, de terminer le championnat de l'édition

2020-2021 dans les délais, vu que son démarrage est prévu pour février prochain, alors que la compétition s'étale sur 36 journées", a estimé Houari Benamar.

A l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), les clubs de la Ligue 2, dont le nombre a été porté à 36, au lieu de 16, (répartis sur deux groupes de 18 chacun), ont été autorisés lundi par les pouvoirs publics à reprendre les entraînements collectifs

à partir de dimanche prochain, alors que le coup d'envoi du championnat a été fixé pour début février prochain.

"Nous sommes évidemment soulagés par le feu vert qui nous a été donné pour entamer la préparation d'avant-compétition, en attendant le démarrage du championnat en février. Néanmoins, nous insistons sur le changement du système de compétition.

Nous proposons à ce titre d'opter pour un championnat s'étalant sur la seule phase aller, soit 17 journées", a encore dit le même responsable.

Une décision finale dans ce dossier sera prise par le bureau fédéral lors de sa prochaine réunion mensuelle, prévue pour les prochains

jours, et au cours de laquelle aussi cette instance devrait fixer la date de la journée inaugurale du championnat, croit savoir le manager de l'ASMO.

Par ailleurs, Houari Benamar a annoncé l'engagement imminent de l'entraîneur Djamel Benchadli "qui nous a donné son accord de principe pour nous rejoindre, en attendant de négocier les détails de son contrat avec le président du club", a-t-il affirmé.

En prévision de la nouvelle saison, l'ASMO a été très active sur le marché des transferts, en engageant pas moins de 12 nouveaux joueurs, en plus d'avoir promu 7 éléments de l'équipe de la réserve et n'a retenu que 8 joueurs de l'effectif de la saison passée.

LIGUE 2 Le reprise du championnat fixée à février 2021 (MJS)

Le Championnat de Ligue 2 de football 2020-2021 débutera en février 2021, a annoncé lundi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). "La reprise des entraînements des clubs de Ligue 2 a été fixée au 20 décembre", a ajouté la même source. Trente-six clubs composent la nouvelle L2, répartis en deux groupes en fonction du critère géographique (Centre-Est et Centre-Ouest). Sur la base du nouveau système pyramidal de compétition, la Ligue 2 saison 2020-2021 aura un statut amateur et donc gérée par la LNF et non plus par la Ligue de football professionnel comme auparavant. "La Fédération algérienne de football se chargera de prendre les dispositions nécessaires pour la reprise des entraînements et du championnat de football de Ligue 2" souligne le MJS.

La composition des groupes :

Centre-Est :

IB Lakhadaria, USM Annaba, AS Khroub, DRB Tadjenanet, MC El-Eulma, MO Béjaïa, JSM Béjaïa, MO Constantine, US Chaouia, CA Batna, MSP Batna, HB Chelghoum Laïd, CRB Ouled Djellal, USM Khenchela, WR M'Sila, Amel Boussaâda, NRB Teleghma, CR Béné-Thour.

Centre-Ouest :

RC Arbaâ, MC Saïda, ASM Oran, OM Arzew, CR Témouchent, IRB El-Kerma, MCB Oued Sly, RCB Oued R'hou, SC Aïn Defla, JSM Tiaret, US Remchi, SKAF Khemis Miliana, USM Blida, WA Boufarik, ES Ben-Aknoun, CRB Aïn-Oussera, RC Kouba, USM Harrach.

LIGUE 1 (RÉSERVE) MISE À JOUR Le CRB s'impose à Aïn M'lila (4-2)

Le CR Belouizdad s'est imposé mardi en déplacement face à l'AS Aïn M'lila (4-2), en match comptant pour la mise à jour de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 1 de football (catégorie réserve). L'attaquant du Chabab Fodhil Belkhadem s'est distingué lors de cette rencontre en signant un triplé. Grâce à ce succès, le CRB se hisse à la quatrième place au tableau, en compagnie du NA Hussein-Dey, de la JS Kabylie, et de l'ES Sétif, avec 6 points chacun. Le CS Constantine caracole en tête avec 9 points au compteur. La 4^e journée du championnat débutera jeudi prochain avec le match entre l'ES Sétif et le NC Magra (10h00), et se poursuivra vendredi et samedi.

Classement :	Pts	J
1- CS Constantine	9	3
2- MC Alger	7	3
-- JS Saoura	7	3
4- ES Sétif	6	3
-- NA Hussein-Dey	6	3
-- JS Kabylie	6	3
-- CR Belouizdad	6	3
8- US Biskra	5	3
9- Paradou AC	4	3
-- CABB Arreridj	4	3
-- O. Médéa	4	3
-- NC Magra	4	3
-- WA Tlemcen	4	3
14- AS Aïn M'lila	3	3
-- USM Bel-Abbès	3	3
-- MC Oran	3	3
17- JSM Skikda	2	3
18- USM Alger	1	3
19- ASO Chlef	0	3
-- RC Relizane	0	3

TOURNOI UNAF U20

Aucun test positif à la Covid chez les Algériens (FAF)

Les tests de la Covid-19 effectués dimanche par tous les membres de la délégation algérienne se trouvant à Tunis en prévision de l'entame du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) des U20 et de leur premier match, mardi à Radès, se sont révélés tous négatifs, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) lundi.



TOURNOI UNAF U20 (1ERE J)

Match nul entre l'Algérie et la Tunisie (1-1)



La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) a fait match nul face son homologue tunisienne 1 à 1 (mi-temps : 1-1), en match comptant pour la 1ère journée tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie, disputé mardi au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis).

L'Algérie a ouvert le score par Bel-loumi Mohamed El-Bachir (12') avant que Adem Bellamine (33') n'égalise pour la Tunisie.

Dans l'autre rencontre de cette première journée, la Libye s'est imposée sur tapis vert devant l'Egypte (2-0), après que l'Egypte ne présente une liste avec 14 joueurs seulement, alors que le règlementation de la Confédération africaine de football (CAF) exige 15 joueurs au minimum sur la feuille de match.

Pour rappel, dix sept (17) joueurs de la sélection égyptienne ont été testés positifs au coronavirus (Covid-19), à 24 heures du match.

L'Algérie jouera son deuxième match vendredi prochain face au Maroc, exempté lors de la journée inaugurale.

Le tournoi se déroule sous forme d'un mini-championnat, au bout duquel les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur, cinq pays ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental.

Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, et de la Namibie.

Selon la même source, cette nouvelle a "satisfait toute la délégation, et en particulier le staff technique et les joueurs, chose qui leur permettra de poursuivre leur préparation dans de meilleures

conditions". La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) affrontera son homologue tunisienne (pays hôte) mardi au stade Hamadi-Agrebi de Radès (14h00), avec l'objectif de bien

TOURNOI DE L'UNAF (U20)

17 joueurs égyptiens testés positifs au Covid-19

Dix sept (17) joueurs de la sélection égyptienne de football des moins de 20 ans (U20) ont été testés positifs au coronavirus (Covid-19), à 24 heures de son entrée en lice au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) à Tunis (15-27 décembre) face à la Libye, a annoncé lundi la Fédération égyptienne (EFA) dans un communiqué.

Outre les 17 joueurs, le sélectionneur et ancien international Rabie Yacine a été

également testé positif, précise la même source.

"La fédération égyptienne a demandé à l'UNAF de refaire les tests au niveau d'un autre laboratoire agréé. La commission médicale de l'UNAF et le médecin de la sélection Walid Mandour se sont réunis pour aborder cette affaire.

Le médecin de la Confédération africaine (CAF) Dr Maher El-Zahar a été informé et s'est montré disposé à effectuer de nouveaux tests, en

coordination avec la commission médicale de la CAF", a précisé l'EFA sur sa page officielle Facebook.

Dans l'autre match de cette journée inaugurale, l'Algérie fera ses débuts face à la Tunisie, pays hôte, mardi au stade Hamadi-Agrebi de Radès (14h00), à l'occasion de la 1ère journée. Le Maroc étant exempt. Le tournoi, prévu aux stades Hamadi-Agrebi et El-Menzah, se déroulera sous forme d'un mini-championnat

de cinq journées, au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur, cinq pays ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental.

Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, et de la Namibie.

TOURNOI DE L'UNAF (U20)

Les rencontres programmées à El-Menzah délocalisées

Les matchs initialement prévus au stade d'El-Menzah (Tunis) pour le compte du tournoi de l'Union nord-africaine de football des moins de 20 ans (U20) qualificatif à la CAN 2021, ont été délocalisés au stade Chedly Zouiten, suite

aux pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers jours sur la capitale tunisienne rendant la pelouse impraticable, a annoncé l'instance maghrébine lundi.

"Suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers jours sur la capitale tunisienne et après une rencontre du championnat de Tunisie samedi dernier (Club Africain vs Rejiche) et quelques séances d'entraînement effectuées par les sélections qui participent au tournoi UNAF U20, la pelouse du

stade d'El Menzah est devenue impraticable" a indiqué l'UNAF sur page officielle Facebook.

La décision a été prise lors de la réunion technique de l'UNAF tenue ce lundi dans la capitale tunisienne.

Ainsi, la rencontre Egypte-Libye prévue ce mardi se jouera finalement au stade Chedly Zouiten de Tunis, fief du Stade tunisien.

De ce fait, après son premier match face à la Tunisie ce mardi, la sélection algérienne jouera les trois autres rencontres face au Maroc, la Libye et l'Egypte au stade Chedly Zouiten.

Le tournoi de l'UNAF des U20, se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées, au bout desquelles les deux premiers se-

ront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur,

cinq pays ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental. Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, et de la Namibie.

COMPÉTITIONS DE LA CAF

Le programme des clubs algériens

Programme des clubs algériens au premier tour aller des compétitions de la Confédération africaine de football (CAF).

Ligue des champions

Mercredi 23 décembre 2020:

Stade 5-Juillet / Alger : CR Belouizdad - Gor Mahia (Kenya)

Tour préliminaire retour (17-21 décembre):

Stade 5-Juillet : MC Alger - Buffles FC (Bénin) Aller : 1-1

Coupe de la Confédération

Mardi 22 décembre 2020:

Niamey : US Gendarmerie (Niger) - JS Kabylie

Mercredi 23 décembre 2020:

N'Djamena : Renaissance FC (Tchad) - ES Sétif (Algérie).

SERIE A ITALIENNE (12E J) LAZIO ROME

Fares forfait face à Benevento

Le défenseur international algérien Mohamed Fares, victime d'une blessure musculaire, a déclaré forfait pour le match en déplacement face à Benevento mardi soir (20h45), dans le cadre de la 12e journée de Serie A italienne de football, selon la liste des convoqués publiée sur le site officiel du club.

Le joueur algérien s'est blessé samedi lors de la défaite concédée à domicile face à Hellas Verona (1-2). L'ancien joueur de SPAL 2013 a fait son apparition en seconde période (81e) à la place de Manuel Lazzari. Outre cette dé-

fection, la formation romaine sera également privée des services du défenseur Francesco Acerbi et du milieu de terrain Lucas Leiva.

En revanche, le milieu offensif espagnol Luis Alberto signe son retour. Moahmed Fares (24 ans) a rejoint la Lazio durant l'intersaison pour un contrat de cinq saisons.

La Lazio Rome, 9e au classement de Serie A (17 pts), n'a pas été épargnée lors du tirage au sort des 1/8es de finale de la Ligue des champions, effectuée lundi à Nyon (Suisse), puisqu'elle sera opposée aux Allemands du Bayern Munich, tenants du trophée.



Arsenal : Özil pourrait être relancé ?

Mis au placard par Arsenal depuis le début de la saison, Mesut Özil pourrait être relancé par Mikel Arteta dans les prochaines semaines. C'est le manager des Gunners qui le laisse entendre. Une nouvelle fois interrogé sur la situation de Mesut Özil à Arsenal, Mikel Arteta laisse entendre qu'il pourrait faire appel à l'international allemand : « Il n'est pas dans l'équipe pour le moment. Je me concentre uniquement sur les joueurs que nous avons ici. Mais quoi qu'il arrive en janvier, nous avons le temps de décider » a-t-il déclaré rapporte le Daily Star. Mesut Özil n'a plus joué depuis mars dernier. Devant les prestations actuelles d'Arsenal, les supporters des Gunners demandent d'aligner le joueur.



RAIOLA RELÂCHE LA PRESSION POUR POGBA !

L'agent de Paul Pogba, Mino Raiola a apporté une précision importante sur l'avenir du milieu de terrain de Manchester United. « Je peux dire que c'est fini pour Paul Pogba à Manchester United. Il doit changer d'équipe, il doit changer d'air. Il a un contrat qui expirera dans un an et demi, à l'été 2022, mais je pense que la meilleure solution pour les parties est la vente sur le prochain marché », avait lancé Mino Raiola la semaine dernière.

Ses propos ont mis le feu à Manchester où les réactions ont été très vives contre le célèbre agent ainsi que le milieu de terrain français. Même si Ole Gunnar Solskjær a tenté d'éteindre un peu l'incendie en affirmant voir un joueur toujours aussi concentré et impliqué dans le collectif, même si le champion du monde 2018 a réagi en indiquant vouloir tout donner tant qu'il sera sous le maillot des Red Devils, reste que « la vente sur le prochain mercato » a fait naître de nombreuses rumeurs d'un transfert dès janvier. Une hypothèse finalement démentie par Raiola.

RAMOS DANS L'HISTOIRE DE MADRID

Sergio Ramos est un peu plus entré dans les annales du football espagnol...

Trois jours après un retour réussi, mercredi, lors du match de Ligue des champions face au Borussia Mönchengladbach, Sergio Ramos a enchaîné, samedi, face à l'Atletico Madrid. Le capitaine madrilène s'y est à nouveau montré à son avantage, participant à la démonstration de force du Real Madrid.

Cette confrontation face à l'Atletico Madrid a par ailleurs permis au champion du monde 2010 d'entrer dans l'histoire du derby madrilène. Avec désormais 43 matches contre les Colchoneros, le défenseur central espagnol est en effet le joueur qui a disputé le plus de derbys. Il surpasse en effet Gento et Sanchis, 42 derbys au compteur.

A noter également qu'avec désormais 35 derbys, Karim Benzema n'est plus qu'à une unité de la quatrième place.



L'AS ROMA FIXE SON PRIX POUR AMADOU DIAWARA

Un départ pour l'Angleterre se précise pour le milieu de terrain romain. En manque de temps de jeu cette saison, le milieu de terrain Amadou Diawara (23 ans) aurait décidé de quitter la formation de l'AS Roma lors du prochain mercato d'hiver. Depuis plusieurs jours, la presse anglaise annonce un intérêt de West Ham et Leicester City pour l'international guinéen. Selon Il Corriere dello Sport, le club de la Louve ne s'opposera pas à ce départ. Sous contrat jusqu'en juin 2024, le natif de Conakry serait séduit à l'idée de rejoindre la Premier League. Concernant l'indemnité de transfert, les dirigeants romains ont fixé un prix de départ de 18 millions d'euros.

Coman négocierait une prolongation

Le Bayern Munich aurait entamé des discussions avec Kingsley Coman (24 ans), en vue de la possible reconduction de son contrat. D'après les informations recueillies par le journaliste Nicolo Schira, les dirigeants bavarois ont commencé à négocier avec le joueur formé au PSG, en vue de sa possible prolongation. Ils lui auraient proposé un contrat portant jusqu'en 2025. Pour l'instant engagé jusqu'en 2023, Kingsley Coman a marqué 2 fois et délivré 6 passes décisives en 8 apparitions en Bundesliga, cette saison. Il a également été déterminant en Ligue des Champions, puisqu'il a inscrit 3 buts et donné 2 passes décisives en 4 matchs. Bien qu'il soit souvent gêné par les blessures, il regagne sa place de titulaire à chaque fois qu'il revient. Il est aussi dans les petits papiers de Didier Deschamps, lequel l'a sélectionné à 25 reprises, depuis 2015. Annoncé dans le viseur de Manchester United, il avait été déclaré intransférable par le directeur général du Bayern, Karl-Heinz Rummenigge, lundi. Et son club entend visiblement le conserver encore très longtemps.

IVAN PERISIC POUSSÉ VERS LA SORTIE

L'international croate pourrait changer d'air cet hiver. Prêt l'an passé au Bayern Munich, l'ailier Ivan Perisic n'avait pas été conservé par club bavarois à l'issue de la saison. Sous contrat jusqu'en juin 2022 avec l'Inter Milan, l'international croate est apparu à onze reprises cette saison en championnat (1 but, 3 passes décisives). Antonio Conte ne compterait pas sur lui pour la seconde partie de saison. Selon les dernières informations de La Gazzetta dello Sport, les Nerazzurri auraient décidé de placer le natif de Split sur la liste des transferts. En Angleterre, Tottenham et Manchester United suivraient de près la situation.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de la chancelière allemande

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi un appel téléphonique de la chancelière allemande, Angela Merkel qui s'est enquis de son état de santé et lors duquel les deux parties ont évoqué la coopération bilatérale et les moyens de sa promotion à l'avenir, indique la Présidence de la République dans un communiqué.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi un appel téléphonique de la chancelière allemande, Angela Merkel qui s'est enquis de son état de santé", précise la même source qui ajoute que "le Président de la République lui a exprimé ses vifs remerciements pour la prise en charge médicale qu'il a reçue en Allemagne". A cette occasion, les deux



parties ont longuement évoqué "la situation épidémique et économique dans les deux pays, la coopération bilatérale et les moyens de sa promotion à l'avenir ainsi que des questions d'ordre régional d'intérêt commun, notamment les derniers développements en Libye", souligne le communiqué. "La chancelière allemande a exprimé ses souhaits de prompt rétablissement au Président Tebboune, le priant de transmettre l'expression de son amitié au peuple algérien", a conclu le communiqué.

M'SILA

M. Djerad donne le coup d'envoi de l'année universitaire 2020-2021

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné mardi dans le cadre d'une visite de travail effectuée dans la wilaya de M'sila, le coup d'envoi de l'année universitaire 2020-2021, au pôle universitaire relevant de l'Université Mohamed Boudiaf.

La nouvelle rentrée universitaire a été marquée dans cette wilaya par la réception de 2.000 places pédagogiques à l'Institut d'éducation physique et sportive, baptisé à l'occasion du nom du défunt moudjahid Abdelmadjid Alahem (1934-1996).

Le Premier ministre, qui a assisté à un exposé sur "Le référent de l'adéquation entre la formation et les métiers de l'enseignement supérieur",

ainsi que le hall du pôle universitaire, a également visité un workshop de porteurs de projets innovants et un autre dédié à la numérisation des activités pédagogiques et de gouvernance.

M. Djerad assistera, par ailleurs, à la signature d'un accord-cadre entre l'Université Mohamed Boudiaf et la wilaya de M'sila concernant la contribution de l'université à l'amélioration de la gestion des affaires publiques locales.

A noter que l'université de M'sila accueille, cette année, environ 35.000 étudiants, dont plus de 7.000 nouveaux étudiants.

Selon la fiche technique du projet

de l'Institut d'éducation physique et sportive, d'autres structures appartenant au même institut devraient être réceptionnées, notamment une piscine olympique et des terrains de jeux pour les sports collectifs.

Le Premier ministre est accompagné au cours de sa visite de travail dans la wilaya de M'sila, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoudj, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri et le Conseiller du Président de la République, Abdelhafid Alahem.

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Président Tebboune adresse ses "plus chaleureuses félicitations" au président américain Biden

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé ses "plus chaleureuses félicitations" à Joe Biden, président élu des Etats-Unis d'Amérique, à l'occasion de son élection. "M. Joe Biden, Président élu des Etats-Unis d'Amérique, je vous adresse mes plus chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection populaire et par le collège des grands électeurs. Je suis sûr que votre élection donnera beaucoup d'espoir au monde et aux Etats-Unis. Bonne chance.", a écrit le Président Tebboune sur son compte twitter.

L'AMBASSADEUR RUSSE EN ALGÉRIE

L'annonce de Trump ne changera nullement la nature de la cause sahraouie

L'ambassadeur de Russie en Algérie, Igor Beliaev a affirmé, mardi, que l'annonce du président américain, Donald Trump, concernant la reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental occupé, constitue "une violation de la légalité internationale" et "ne changera nullement la réalité de la cause sahraouie qui restera une question de décolonisation". Dans un entretien accordé au journal "El Bilad", M. Beliaev a fait savoir que "cette annonce ne changera rien à la réalité de la cause sahraouie qui restera une question de décolonisation", faisant état des contacts établis par son pays avec le secrétaire général des Nations unies concernant le dossier sahraoui. La Russie avait dénoncé, vendredi

dernier, l'annonce du président américain, affirmant que cette décision sort complètement du cadre du droit international. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov avait déclaré que ladite annonce ne respectait pas "les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, sur lesquelles les Américains eux-mêmes étaient d'accord".

Et d'ajouter à ce propos que "il y a des résolutions pertinentes et la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La démarche américaine est une décision unilatérale en contradiction avec le Droit international et les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies votées par les Américains".

HISTOIRE-PERSONNALITÉ

Décès de Lamine Khène, ancien secrétaire d'Etat auprès du GPRA

L'ancien secrétaire d'Etat auprès du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et ex-médecin en chef de la wilaya II historique, Abderrahmane Khène, dit Lamine Khène, est décédé à l'âge de 89 ans, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayant-droits. Né en 1931 à Collo, Lamine Khène a milité au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (PPA-MTLD). Il effectua des études en médecine à l'université d'Alger lorsqu'il fonda, avec d'autres compagnons d'armes, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) en 1955. Partisan de la grève des étudiants en 1956, il a rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) où il a été promu capitaine chargé de la santé. Lamine Khène qui fut l'un des premiers protagonistes de ce mouvement de grève, avait été le rédacteur de l'appel à la grève des étudiants, le 19 mai 1956, à la demande de l'ancien président du GPRA, le défunt Benyoucef Benkhedda. A l'indépendance, il a terminé ses études de médecine et présida l'organisme de mise en valeur des richesses du sous-sol algérien, puis l'office de coopération industrielle en 1966, avant d'être nommé ministre des travaux publics. Le Dr Khène a également occupé les fonctions de secrétaire général de l'OPEP, puis celle de président de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUUDI).

ANP

Amarrage mardi du dragueur de Mines "Al Kassih-2" au quai nord de l'Amirauté (MDN)

Le navire de guerre dragueur de mines "Al Kassih-2", a accosté, mardi, au quai nord de l'Amirauté, et ce dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actualisation et de modernisation de la flotte navale Algérienne et afin de consolider le corps de bataille de l'Armée populaire nationale et des Forces navales, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Le dragueur de mines "Al Kassih-2" nouvelle génération, est le deuxième du genre réceptionné par l'Algérie, dans le but de sécuriser la navigation maritime et de défendre les navires de commerce contre les dangers des mines en temps de guerre ou de crise", a précisé la même source.

COUR D'ALGER

Confirmation de la décision de relaxe de l'activiste Fodil Boumala

La chambre pénale près la Cour d'Alger a confirmé mardi la décision de relaxe de l'activiste Fodil Boumala, disculpé des griefs d'outrage à corps constitué et de faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national, décision prononcée précédemment par le tribunal correctionnel de Dar El Beida (Alger). Le tribunal correctionnel de Dar El Beida avait condamné, le 15 octobre dernier, l'activiste Fodil Boumala à verser une amende de 50 000 DA pour incitation à regroupement non armé et disculpé des griefs d'outrage à corps constitué et de faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national avec restitution à l'accusé des objets saisis. Le 8 octobre dernier, la même juridiction avait requis deux (2) ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA à l'encontre de Fodil Boumala pour les mêmes chefs d'inculpation. La Cour d'Alger avait requis en appel, le 8 décembre en cours, deux (2) ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA à l'encontre de Fodil Boumala pour atteinte à l'unité nationale et faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national.

QUESTIONS SAHRAOUIE ET PALESTINIENNE

Pierre Stambul salue la position honorable de l'Algérie

Le porte-parole de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Pierre Stambul, a salué la position honorable de l'Algérie à l'égard des causes sahraouie et palestinienne, soulignant que le pays n'appartient pas au camp qui collabore avec l'occupant israélien. "Le leadership dans le monde arabe appartient depuis quelques années aux dirigeants qui collaborent avec l'occupant israélien et poignent dans le dos ouvertement le peuple palestinien. L'Algérie n'appartient pas à ce camp-là et c'est à son honneur", a déclaré l'écrivain dans un entretien au journal électronique Le Méditerranéen. L'Algérie, selon lui, "s'honorerait à s'inscrire uniquement dans le respect du droit : la fin de l'occupation, de la colonisation, la destruction du mur, la libération des prison-

niers, l'égalité des droits et le droit au retour des réfugiés. Les revendications des Palestiniens et des Sahraouis sont bien semblables". Dans cet entretien, le porte-parole de l'UJFP a mis l'accent sur "la complicité entre les dirigeants israéliens et Hassan II. Cela sera manifeste pendant la guerre des "six jours" (1967) où le roi donna toutes les informations sur l'état des armées arabes à l'armée israélienne. Le Maroc qui avait décidé de reconnaître Israël dans la suite des accords d'Oslo gèlera ses relations avec l'entité sioniste au moment de la répression de la deuxième Intifada". Mais la donne a changé à présent, a estimé le militant antisioniste, puisque, dit-il, avec le président américain sortant Donald Trump, plusieurs pays arabes exigent des Palestiniens une ca-

pitulation sur leurs revendications historiques, en particulier le droit au retour des réfugiés palestiniens. Certains ont essayé de donner une touche religieuse à cette demande de capitulation en estimant qu'El Qods n'était pas la ville sainte des trois religions monothéistes mais uniquement celle du judaïsme. Il était logique, pour M. Stambul, que "la dynastie marocaine, qui réprime son propre peuple fasse partie du camp des collaborateurs avec l'occupant sioniste".

"En envahissant le Sahara occidental il y a 45 ans, en expulsant une bonne partie de la population sahraouie, (...) les dirigeants marocains ont procédé à un acte de piraterie très semblable à ce qu'Israël entreprend depuis des années avec la colonisation de la Cisjordanie", a-t-il poursuivi. "Jusqu'à pré-

sent, le droit international refusait de reconnaître les faits accomplis. Trump s'assoit sur le droit. L'échange qui vient d'être fait : vous reconnaissez un Etat (Israël) qui viole ouvertement les droits fondamentaux, on va reconnaître l'acte de piraterie que vous pratiquez au Sahara occidental depuis des décennies" est typique du cynisme et de la violence qui régissent les relations internationales", a-t-il dit.

"Nous sommes dans un monde où la norme est de violer ouvertement le droit : il est normal que des pays colonisateurs s'entendent entre eux. L'impunité d'Israël, dont les violations remontent à sa fondation en 1948, l'expulsion par les armes puis le refus du retour des réfugiés palestiniens, ont donné des idées", a-t-il ajouté.